



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

RNA
1957

XIX

6421

B

10059

Tractanda de la 19.^e tenue de
la 9.^{de} Loge Suisse Alpina à
Lausanne

Genève 1870

Dorbon Paris

nov. 1912

4 frs

TRACTANDA

de la 19^e tenue

DE LA

GRANDE-LOGE SUISSE

ALPINA

à l'Orient de Lausanne



RNA 1957

GENÈVE

IMPRIMERIE DU F.^r. CHARLES-LOUIS SABOT, RIVE, 5.

1870

243352

BIBLIOTHEQUE CANTONALE
ET UNIVERSITAIRE

13. OCT. 1988

LAUSANNE/RIDPONE

TABLE DES MATIÈRES.

A.

**Affaires au sujet desquelles les LL. de Saint-Jean sont
appelées à donner leurs instructions.**

(Art. 14 du Pacte social.)

- I. Rapport et propositions concernant la remise des
archives de la Grande-Loge au Conseil Admin. :
à l'Or. : d'Aarau.**

(Voir les Tractanda de la Conférence extraor-
dinaire de Grande-Loge à Aarau, du 1^{er}
Août 1869.)

- II. Rapport et propositions concernant la nomination
d'un traducteur permanent pour la Grande-Loge
ALPINA.**

(Voir les Tractanda de la dite Conférence de
Grande-Loge.)

- III. Examen et ratification du 25^e Rapport financier
du Conseil Admin. : , pour l'année 1869.**

(Pacte social, art. 14, lettre h.)

- IV. Rapport et propositions du Conseil Admin. : sur
les réponses transmises par les Resp. : LL. :
relativement aux questions posées par la Confé-
rence de Grande-Loge à Aarau pour la révision
du Pacte.**

- V. Rapport et propositions du Conseil Admin.: sur la question du droit de faire partie de plusieurs LL.: , posée par le T.: Resp.: F.: Hantz, de la Chaux-de-Fonds, dans la tenue de Grande-Loge du 22 Août 1868, à Genève.
- VI. Rapport et propositions du Conseil Adm.: sur une demande d'un certain nombre de FF.: pour la fondation d'une L.: à l'Or.: de Carouge.
- VII. Rapport et propositions du Conseil Admin.: sur des rapports réciproques de représentation à établir entre la Grande-Loge maç.: dite : « AU SOLEIL, » à l'Or.: de Bayreuth, et la Grande-Loge suisse ALPINA.
- VIII. Rapport et propositions du Conseil Admin.: sur des rapports réciproques de représentation à établir entre le Grand-Orient d'Italie, à Florence, et la Grande-Loge suisse ALPINA.

B.

Affaires sur lesquelles décide la majorité des membres présents, à la votation individuelle.

- I. Rapport et propositions du Conseil Admin.: sur l'élaboration d'un rituel commun facultatif pour les JJ.: et PP.: LL.: de L'UNION SUISSE.
(Voir les Tractanda de la tenue de Grande-Loge de 1868, à Genève.)
- II. Rapport et propositions du Conseil Admin.: con-

cernant la collection des anciens documents de la maçon. suisse.

(Voir les Tractanda de la tenue de Grande-Loge de 1868, à Genève.)

- III. Rapport et propositions du Conseil Admin. sur la proposition de la J. et P. L. LA CONSTANCE, à l'Or. d'Aubonne, pour la création d'un établissement maçon. de bienfaisance.

(Voir le Protocole de la Grande-Loge tenue à Genève, le 23 Août 1868. — Offrandes.)

- IV. Election d'un membre du Conseil Admin. en remplacement du F. Sauerländer, passé à l'Or. céleste.

- V. Proposition du Conseil Admin. sur la perception et l'emploi de cotisations communes dans un but de bienfaisance.

REMARQUE.

Le Conseil Admin. a suspendu les questions suivantes jusqu'après la décision qui sera prise sur la révision du Pacte :

- I. Projet élaboré par la Commission chargée de préparer un Règlement pour les délibérations en Grande-Loge.
- II. Proposition du T. R. F. Rüegg, concernant l'immobilisation des archives et de la bibliothèque, et la nomination d'un sous-archiviste.

(Voir les Tractanda et le Protocole de la Grande-Loge de 1868, à Genève.)

- III. Proposition de la députation de la J. et P. L. MODESTIA COM LIBERTATE, pour l'élaboration de

dispositions réglementaires à l'égard des LL.·.
qui sont en retard pour l'accomplissement de
leurs devoirs.

(Voir le Protocole de la Grande-Loge tenue à
Genève, le 23 Août 1868.)

TRACTANDA.

A.

**Objets sur lesquels les LL.·. sont appelées à donner des
instructions.**

I.

**Rapport et propositions concernant la
remise des archives de la Grande-Loge
au Conseil Admin.·. à l'Or. d'Aarau.**

PROCÈS-VERBAL

constatant la vérification à laquelle il a été procédé,
aux termes de l'art. 5 du 12^me décret, par les soussi-
gnés, membres de la Commission désignée à cet effet,
des archives de la Grande-Loge suisse ALPINA remises
par le Grand-Orient de Berne à celui d'Aarau.

Les objets et écrits transmis de Berne en six caisses
sont vérifiés d'après l'inventaire signé par le tr.·. resp.·.
frère Gelpke, Grand Maître sortant de charge, et le tr.·.

resp. fr. frère Kistler, Grand Secrétaire. Cette vérification donne lieu aux observations suivantes :

I^{re} SECTION.

Objets mobiliers. Timbres et sceaux.

Litt. *b*. Deux sceaux de la Grande-Loge, l'un allemand et l'autre français, se trouvent, d'après une lettre du frère Gelpke, entre les mains de M. Langlois, imprimeur à Berthoud.

c. De deux timbres (et non des sceaux) le français seul se retrouve, l'allemand fait défaut.

f. On trouve quatre sceaux pour Maîtres-Députés, il en manque un (Amitié).

Bijoux et décorations.

a - f. Les bijoux des Grands-Dignitaires leur ont été remis. On trouve cinq rubans.

i. Il n'y a que six étuis à timbres.

Anciennes décorations.

b. Le bijou du Maître-Provincial manque.

c. On trouve un sceau et un timbre (et non deux sceaux) du Grand-Orient suisse. Ils sont en laiton et non en cuivre.

Divers.

b. On ne retrouve pas dans les archives le portefeuille du Grand-Secrétaire.

g. Les caisses contenant les objets ont été clouées au lieu d'être fermées au moyen de vis.

l. La caisse a une serrure sans clef.

II^{me} SECTION.

N^{os} 1 - 10. Les rituels de la Grande-Loge se trouveront à la loge d'Aarau.

2. Registres divers.

d. On trouve un paquet contenant les projets et les diverses pièces litigieuses de l'administration de Lausanne.

f. Par contre il manque le registre des comptes du Grand-Maitre.

h. Un étui rouge contenant 17 exemplaires du Pacte social forme le N^o 55 sur la même page de l'inventaire.

k. Il manque un paquet de catalogues des loges de 1852 - 1856.

IV^e SECTION.

1. Décorations.

b. Il manque celle du représentant de la Grande-Loge nationale aux Trois Globes, à Berlin.

V^e SECTION.

Livres et brochures.

Il manque les numéros 61, 91 et 175.

Les brochures parvenues sous l'administration de

Berne ne sont pas encore numérotées, et il n'en a pas été dressé de catalogue depuis l'année 1851 à partir du N° 96.

VI^e SECTION.

Imprimés.

Les paquets portant les numéros 16, 57, 83, 128, 155, 202 et 217 manquent ou sont égarés.

Pour tout le reste les objets et les écrits sont complets, du moins d'après les titres indiqués dans l'inventaire.

Au rapport ci-dessus du Grand-Archiviste actuel, la Commission prend la liberté d'ajouter les observations suivantes :

1) Nous voyons avec regret qu'il manque la collection des rituels et des législations locales de toutes les loges de St.-Jean (art. 20 du Pacte social).

2) Nous ne trouvons pas non plus les rituels et les archives des loges qui se sont dissoutes, savoir : la VRAIE FRATERNITÉ, à Rolle, L'AMITIÉ et LA PRUDENCE à Genève, et principalement la loge de Liestal.

3) Les cartons renfermant la correspondance ne sont pas rangés par ordre chronologique, et les pièces n'en sont pas exactement enregistrées comme il serait désirable qu'elles le fussent.

Or. de Zofingue, le 23 Mai 1869.

Otto HENNE-AMRHYN.

D^r J.-G. BAITER.

Le Conseil Administratif,

**Vu le procès-verbal ci-dessus, concernant la remise
des archives de la Grande-Loge ALPINA,**

propose

à la Grande-Loge de prendre les résolutions suivantes :

1. Le Conseil Administratif est invité à faire les démarches nécessaires pour combler le plus tôt possible les lacunes signalées dans le rapport qui précède, en se servant à cet effet de l'intermédiaire des loges intéressées et des anciens Grands-Dignitaires.

2. Il sera présenté un rapport à la Grande-Loge sur le résultat de ces démarches, et quand les archives auront été complétées il en sera dressé un catalogue sur le modèle de la remise des archives faite par le Grand-Orient de Zurich au Grand-Orient de Bâle.

Le crédit nécessaire est ouvert au Conseil Administratif pour les frais qu'entraînera éventuellement ce travail.

Olten, le 29 mai 1869.

Pour le Conseil Administratif:

Le Grand-Secrétaire : BOHNENBLUST.

II.

Rapport et propositions concernant la nomination d'un traducteur permanent pour la Grande-Loge Alpina.

Le Conseil Administratif,

Vu les expériences faites sur la difficulté de désigner un traducteur pour chacune des réunions de la Grande-Loge, ainsi que sur l'inconvénient qu'il y a à changer de traducteur pour les actes provenant de la Grande-Loge et du Conseil Administratif, et en égard au besoin de donner une organisation régulière et modeste au service des traductions ;

fait la proposition suivante :

La Grande-Loge,

sur la proposition du Conseil Administratif,

décède :

Le bien-aimé frère Elie Ducommun est nommé traducteur permanent de la Grande Loge et du Conseil Administratif actuel à l'Orient d'Aarau.

Par cette nomination, le bien-aimé frère Elie Ducommun est tenu d'assister aux tenues et conférences de la Grande-Loge.

Ce poste lui confère le titre de membre de la Grande-Loge et le droit de prendre part à toutes les délibérations avec voix consultative.

Le Conseil Administratif lui bonifiera une indemnité pour ses traductions écrites, de même que pour ses frais de route.

Olten, le 29 mai 1869.

Pour le Conseil Administratif:

Le Grand-Secrétaire : BOHNENBLUST.

III.

Examen et ratification du 25^e rapport financier du Conseil Administratif.

Le T.: Resp.: F.: G.: Trésorier a bouclé au 31 Décembre de l'année dernière les comptes du 25^e exercice de la Grande-Loge, qui comprend toute la période administrative de l'Autorité centrale actuelle jusqu'au moment de cette clôture des comptes. Ce rapport financier a été transmis par sa circulaire du 5 Février dernier aux JJ.: et PP.: LL.: de L'UNION SUISSE, en les priant de faire parvenir à la caisse de L'ALPINA leur part contributive.

Comme on l'a indiqué au bas de la dite circulaire, le Conseil Admin.: a examiné et ratifié provisoirement ces comptes le 5 Février, de sorte qu'il ne manque plus que la ratification définitive de la Grande-Loge. C'est cette ratification que le Conseil Admin.: propose dans les présents tractanda.

Le T. . Resp. . F. . G. . Trésorier ayant relevé dans sa circulaire tous les points qui sont de nature à permettre une saine appréciation des comptes du dernier exercice, le Conseil Admin. . aurait pu se dispenser de présenter un rapport à cet égard, si, à l'occasion de la ratification d'un compte précédent, la députation de la J. . et P. . L. . *MODESTIA CUM LIBERTATE* n'avait pas, dans la conférence de Grande-Loge du 23 Août 1868, à Genève, présenté une motion, renvoyée à l'examen du Conseil Admin. . actuel et tendant à fixer quelques principes dirigeants pour la tenue des comptes des exercices futurs.

Le protocole de cette conférence formule cette motion de la manière suivante :

« L'Or. . de Zurich exprime le désir qu'à l'avenir ces
 » comptes soient soumis régulièrement année par an-
 » née, du mois de Juin au mois de Juin, et que les
 » contributions arriérées soient portées au passif de
 » chaque compte. Il estime en outre qu'il est nécessaire
 » qu'un règlement spécial soit élaboré sur les Loges
 » qui se trouvent en retard. »

En examinant cette proposition, le Conseil Admin. . a trouvé qu'il n'est pas convenable de dévier de la voie des clôtures régulières de comptes, ce qui s'est fait à diverses époques par suite de circonstances particulières ; il pense que, ne fût-ce déjà qu'en vue de faciliter une critique comparative des comptes des différents exercices, on doit déterminer d'une manière positive l'époque à laquelle les comptes seront toujours arrêtés, et qu'il est naturel que l'exercice soit juste d'une année. Par contre, la clôture des comptes au

mois de Juin rencontre des difficultés, parce qu'on ne peut obtenir à cette époque de l'année les notes d'un certain nombre de fournisseurs aussi facilement que dans le mois de Décembre, où, en beaucoup d'endroits, on a déjà l'habitude de présenter les comptes de l'année. Le Conseil Admin. est donc d'avis que l'année profane forme une période plus convenable pour les comptes d'un exercice.

Une seconde proposition très-judicieuse de la députation de la J. et P. L. de Zurich ne se trouve pas mentionnée au protocole ; elle n'en a pas moins été formulée, et son auteur a fait ressortir d'une manière complète la nécessité de classer en quelques rubriques les dépenses et les recettes, de manière à faciliter la comparaison des divers éléments des comptes dans les différentes années. Le Conseil Admin. a adopté avec plaisir cette proposition pour la coordination du premier compte qu'il avait à fournir.

Quant à mentionner dans chaque compte, avec pièces à l'appui, les contributions arriérées pour chacune des LL. en retard, personne ne doutera que l'ordre dans les écritures ne l'exige tout naturellement.

Notre T. Resp. F. G. Trésorier ayant établi son premier compte d'après le résultat de cette délibération, et ayant bouclé les écritures à la fin de l'année, le Conseil Admin. espère que le rapport sur le dernier exercice offrira aux JJ. et PP. LL. un point de repère pour la fixation définitive de la forme en laquelle les comptes devront dorénavant être présentés.

Il conclut en proposant à la Grande-Loge de décider ce qui suit :

1. Les comptes du Conseil Admin.: pour le 25^e exercice sont approuvés avec remerciements pour le T.: Resp.: F.: G.: Trésorier.

2. Tous les comptes ordinaires du Conseil Admin.: comprendront dorénavant la période exacte de l'année profane, et quant à la forme ils répartiront les recettes et les dépenses sous les mêmes rubriques qui ont servi de base aux comptes du 25^e exercice.

3. Les paiements arriérés de chacune des LL.: en retard de leurs cotisations annuelles, ou de toute autre obligation financière seront indiqués dans chacun des comptes annuels jusqu'à ce que la dette ait été éteinte ou que la Grande-Loge en ait décidé autrement.

4. Les comptes annuels du Conseil Admin.: seront transmis à toutes les LL. de L'UNION SUISSE chaque fois à la fin du mois de Mars suivant au plus tard, et ils devront être soumis à l'examen et à la ratification de la Grande-Loge dans sa plus prochaine tenue.

Aarbourg, le 14 Avril 1870.

Pour le Conseil Administratif:

Le G.: Secrétaire: BOHNENBLUST.

IV.

**Rapport sur les réponses transmises
par les Resp.: LL.: relativement à la
révision du Pacte social.**

Le 6 Mai 1869, le Conseil Admin.: de la Grande-Loge

ALPINA a joint à sa proposition à la Grande-Loge sur les protestations des JJ.°. et PP.°. LL.°. ESPÉRANCE ET CORDIALITÉ, à l'Or.°. de Lausanne, et la CONSTANCE, à l'Or.°. de Vevey, contre les élections du 4 Octobre 1868, une motion éventuelle concernant la révision des art. 10 et 18 du Pacte social. Cette motion était ainsi conçue :

1. L'art. 10 du Pacte social est modifié en ce sens que la triple présentation pour la nomination des Grands-Dignitaires sera faite en choisissant parmi tous les francs-maçons appartenant comme membres actifs à une loge de L'UNION SUISSE et ayant trois ans de maîtrise.

2. Il n'est pas apporté de modification à l'art. 18 du Pacte social et toute déviation aux principes qu'il renferme est déclarée de nulle valeur.

La conférence de Grande-Loge tenue à Aarau le 1^{er} Août 1869 a jugé convenable de ne plus délibérer sur cette motion éventuelle après avoir prononcé sur les protestations, mais de l'ajourner à une prochaine séance ; toutefois, dans le débat soulevé à cet égard, elle a reconnu par 16 voix la nécessité de soumettre à un nouvel examen les deux articles dont il s'agit. En même temps, elle a décidé, par 12 voix, « que le Conseil » Admin.°. consulterait les LL.°. sur la question de » savoir si, en outre des art. 10 et 18 elles désiraient » étendre la révision à d'autres dispositions du Pacte? » et auxquelles ? »

En exécution de ce mandat, le Conseil Admin.°. a, par circulaire n° 50, du 1^{er} Octobre 1869, invité toutes les JJ.°. et PP.°. LL.°. de ST-JEAN à lui faire parvenir leurs réponses, et il a fait ressortir à cette occasion combien il serait nécessaire qu'aucun Atel.°. ne tardât

à présenter ses propositions et les motifs à l'appui, afin de ne pas rendre plus difficiles les travaux de la Grande-Loge, et occasionner une perte de temps, ainsi qu'une augmentation considérable de travail. Bien que la plupart des LL.:. aient donné suite à cette invitation avec l'intérêt le plus méritoire, il n'en a pas moins fallu en adresser aux autres, sous la date du 20 Décembre dernier, une recharge, à laquelle les LL.:. vandoises des Or.:. d'Aigle, de Bex, de Lausanne, de Morges et de Nyon, et les LL.:. genevoises les AMIS FIDÈLES, L'AMITIÉ et la FIDÉLITÉ, n'ont malheureusement pas encore répondu.

La Grande-Loge a invité toutes les LL.:. suisses à faire connaître leur opinion, et il est fâcheux d'entrer plus avant dans cette question sans connaître les différentes manières de voir; mais le Conseil Admin.:. ne peut tarder plus longtemps à présenter son rapport, parce qu'un plus long ajournement compromettrait gravement la tractation des affaires extrêmement nombreuses qu'on doit préparer pour la prochaine tenue de Grande-Loge.

Si maintenant nous passons à l'examen des réponses que nous ont fait parvenir jusqu'à présent 19 J.:. et P.:. LL.:. , nous devons placer en première ligne la question de :

A. La révision totale ou partielle du Pacte social, les délibérations de la conférence de Grande-Loge à Aarau ayant donné le premier rang à cette question et l'invitation transmise aux LL.:. reposant sur cette base.

Se sont prononcées *pour une révision totale* :

Les JJ. : et PP. : LL. : L'ÉTOILE DU JURA, à Bienne, et la CONSTANCE, à Vevey.

La *première* motive la nécessité de cette révision sur le désir de voir introduire dans le Pacte une définition claire et plus étendue de la Fr. : Maç. : Elle voudrait qu'à côté des principes humanitaires la Maç. : adoptât dans son programme le *progrès* dans le sens le plus large de ce mot, afin qu'il ne pût dorénavant exister aucun doute sur ce qu'est la Fr. : Maç. : , sur le but qu'elle poursuit et les tendances qu'elle représente. Pour le cas d'une révision partielle, cette L. : se réserve le protocole ouvert et communique un certain nombre de propositions sur lesquelles nous aurons à revenir dans d'autres parties du présent rapport et dont le but est « de démocratiser jusqu'à un certain point la démocratie en Suisse. »

La *seconde* propose une série de modifications, concernant les unes des dispositions du Pacte et les autres des questions législatives, et elle ajoute qu'un remaniement complet du Pacte devient une nécessité, car si les modifications que proposeront les Loges sont adoptées, elles donneraient lieu à un travail de coordination qui entraînerait encore quelques changements. Nous examinerons plus loin les propositions elles-mêmes.

Se sont prononcées *contre une révision totale* : Dix-sept J. : et P. : LL. : , dont 6 sans réserve et sans motiver leur vote, savoir : Aarau, Aubonne, Bâle, la CORDIALITÉ de Genève, le Locle et Winterthour ; 3 sous la réserve de l'adoption des propositions du Conseil Admin. : relatives aux art. 10 et 18, savoir : Coire, la

PRUDENCE de Genève et L'UNION DES CŒURS de Genève ; enfin 6 en motivant leur vote, savoir : Berne, la Chaux-de-Fonds, St-Gall, Môtiers-Travers, Neuchâtel et Zurich.

La J. . et P. . L. . **ESPÉRANCE**, de Berne, déclare que pas une seule voix ne s'est élevée dans cet Atelier en faveur de la révision totale. Elle apprécie plutôt l'intelligence et le sens pratique avec lesquels on a édifié le Pacte social sur la base de principes vraiment maçonniques et démocratiques.

La J. . et P. . L. . **L'AMITIÉ**, de la Chaux-de-Fonds, pense que sans les circonstances qui se sont produites récemment on n'aurait pas trouvé qu'il y eût lieu de modifier le Pacte, bien qu'il parût peu lucide sur quelques points.

La J. . et P. . L. . **la CONCORDE**, de St-Gall, informe qu'une révision totale lui paraît fâcheuse et inopportune, parce qu'on reconnaît généralement que le Pacte renferme tant de dispositions bonnes et pratiques, qu'il serait difficile de faire quelque chose de meilleur.

La J. . et P. . L. . **L'UNION DES CŒURS** fait toute réserve pour le cas où la révision irait au-delà des art. 10 et 18 ; elle ne se dissimule pas que beaucoup d'autres articles encore paraissent defectueux, mais elle croit que les avantages que présenterait une révision totale ne sauraient contrebalancer les graves inconvénients qui pourraient en résulter dans les circonstances actuelles.

La J. . et P. . L. . **EGALITÉ**, de Môtiers-Travers, s'associera toujours à tout changement qui aurait pour but de développer nos institutions maç. . toutes les fois

qu'un besoin réel s'en fera sentir ; mais que dans le cas actuel ce besoin n'existe pas, et que le Pacte qui régit depuis des années l'Union des Loges suisses continuera pendant de longues années encore à faire le bonheur de l'alliance aussi longtemps que les maçons de notre patrie et des Loges de l'Union s'inspireront du véritable esprit maç. qui doit les diriger.

La J. et P. L. la BONNE HARMONIE, à Neuchâtel, exprime la crainte que la révision totale n'entraîne la Grande Loge dans des discussions interminables et sans utilité, et elle insiste sur ce que la marche prospère de l'Alpina est due en grande partie à la bonté du Pacte qui nous régit.

Enfin, la J. et P. L. MODESTIA CUM LIBERTATE, de Zurich, estime qu'il n'est pas opportun d'étendre la révision à d'autres points que les deux articles précités, parce qu'elle trouve dans le Pacte social actuel des garanties essentielles de la prospérité de la maç. suisse.

Après ce résultat, qui montre, sur 19 LL. ayant fait parvenir leur réponse, 2 atel. seulement favorables à la révision totale, tandis que 17 se prononcent en sens contraire, nous devons passer en première ligne à l'examen de la révision des articles 10 et 18, à laquelle un grand nombre de LL. se sont déclarées disposées à prêter les mains.

B. Révision des art. 10, 17 et 18 du Pacte social.

A propos de l'art. 10,

11 J. et P. LL. ont donné leur adhésion pleine et entière à la proposition du Conseil admin. telle

qu'elle est formulée dans les Tractanda de la Conférence de Grande Loge à Aarau ; 5 ont présenté des propositions divergentes et 3 ont passé sur cette question sans y répondre. Les propositions divergentes se rapportent à 3 dispositions différentes de cet article du Pacte, savoir :

- a) la durée des fonctions des grands dignitaires ;
- b) la présentation en nombre triple à faire par le Grand-Maitre ;
- c) La composition du Conseil Admin.·.

Ad a. Se sont prononcées pour que la *durée des fonctions des grands dignitaires* soit réduite à 3 années, avec rééligibilité pendant une nouvelle période administrative : les J.·. et P.·. LL.·. L'ETOILE DU JURA, à Bienne, et les LL.·. genevoises LES AMIS DE LA VÉRITÉ et la PRUDENCE. La proposition de cette dernière L.·. se lie à la motion présentée par son T.·. Resp.·. M.·. en ch.·. dans la Grande-Loge du 25 Août 1868, à Genève, au sujet de l'art. 17 du Pacte social, relatif à la durée des fonctions du Grand-Maitre, de sorte que cette question sera résolue en même temps que celle qui se rapporte à l'art. 10.

Ad b. Se sont prononcées contre la *triple présentation à faire par le Grand-Maitre* pour la nomination des grands-dignitaires : Les J.·. et P.·. LL.·. L'ETOILE DU JURA, à Bienne, et la PERSÉVÉRANCE, à Genève. Elles proposent que les grands dignitaires soient choisis librement par la Grande-Loge parmi tous les membres de l'Union suisse qui ont 3 années de maîtrise.

Ad c. Quant à la *composition du Conseil Admin.·.* on a fait les propositions suivantes :

1. La J.·. et P.·. L.·. la CONSTANCE, à l'Or.·. de Vevey,

demande qu'on ne puisse pas choisir plus de 3 Grands-Dignitaires parmi les membres d'une même Loge.

2. La J. . et P. . L. . la PERSÉVÉRANCE voudrait que les Grands-Dignitaires fussent choisis dans des localités depuis lesquelles ils pussent se rendre facilement et à peu de frais au siège du Grand-Maitre.

Relativement à l'art. 18 du Pacte social, toutes les LL. . qui ont fait connaître leur réponse se sont prononcées dans le sens de la proposition motivée par le Conseil Admin. . dans les Tractanda de la Conférence de Grande-Loge à Aarau. La J. . et P. . L. . les AMIS DE LA VÉRITÉ, à Genève, a fait toutefois exception : elle voudrait qu'on pût choisir aussi dans les Loges de St-Jean rapprochées du siège du Grand-Maitre les membres du Conseil Admin. . qui ne sont pas des Grands-Dignitaires.

Dans la discussion et les décisions à prendre sur les art. 10 et 18 précités, on ne peut laisser de côté les questions qui se rapportent aux dispositions de :

l'art. 17 du Pacte social,

concernant l'élection du Grand Maitre ; nous devons donc les examiner en même temps. Avant tout, il faut admettre que les 3 J. . et P. . LL. . qui, à propos de l'art. 10, se sont prononcées contre la *durée actuelle des fonctions des Grands-Dignitaires*, savoir : l'ÉTOILE DU JURA, à Bienne, les AMIS DE LA VÉRITÉ et la PRUDENCE, à l'Or. . de Genève, ont compris aussi le Grand-Maitre dans les Grands-Dignitaires. Outre ces resp. . atel. ., la J. . et P. . L. . la CONSTANCE, à l'Or. . de Vevey, s'est

déclarée positivement pour la proposition d'une durée de 3 années de la période administrative, avec rééligibilité pour une nouvelle période, et cette proposition est tout-à-fait identique à la motion qu'avait présentée le T.°. Resp.°. F.°. Breitmayer au sein de la Grande-Loge du 23 Août 1868 à Genève. Il sera donc répondu à cette motion par la résolution qui sera prise à propos de la révision du Pacte, de sorte que nous ne ferons pas un rapport spécial à cet égard. C'est pourquoi le Conseil Admin.°. a cru devoir inviter le T.°. Resp.°. F.°. Breitmayer à développer les motifs à l'appui de sa motion, ce à quoi ce B.°. A.°. F.°. a répondu avec empressement en faisant ressortir les 3 considérations suivantes dans sa lettre du 20 Juin 1869 :

a. Le témoignage que donne le Conseil Admin.°, en commençant le 13^e rapport annuel, sur sa satisfaction de pouvoir déposer un lourd fardeau, et le nombre des affaires courantes dont cette autorité se trouve nécessairement surchargée.

b. L'affirmation qu'une période administrative de six années est loin de pouvoir être considérée comme une institution démocratique, et qu'elle répond mal aux principes qui doivent diriger notre association.

c. La conviction qu'une aussi longue période constitue pour bien des FF.°. capables de remplir les fonctions de Grand-Maître un empêchement invincible à leur acceptation.

La grande majorité des LL.°. ne voit aucun inconvénient dans la durée actuelle des fonctions du Grand-Maître. La J.°. et P.°. L.°. la PERSÉVÉRANCE, à l'Or.°. de Genève, se prononce surtout catégoriquement contre la

proposition du T.: Resp.: F.: Breitmayer, qu'elle repousse, dit-elle, parce qu'elle ne la croit pas d'une application pratique. Elle rappelle combien il faut de temps à un Conseil Administratif pour mettre en œuvre le travail que lui a transmis l'administration précédente, combien il lui en faut encore pour se préparer à rendre ses pouvoirs d'une manière satisfaisante à ses successeurs et pour organiser leur élection. Elle estime, en conséquence, qu'une *période administrative régulière* doit durer au moins 5 ans, et elle pense qu'il est peu à désirer que, lorsque les Grands-Dignitaires se sont familiarisés avec leurs fonctions on prépare déjà leur retraite et qu'on renouvelle à de courts intervalles l'agitation inhérente à toute élection, parce qu'il s'y mêle toujours plus ou moins des questions personnelles. Elle croit d'ailleurs qu'un renouvellement plus fréquent du Grand-Orient ne peut qu'augmenter les dépenses de la Grande-Loge et compromettre une stabilité féconde.

Aucune Loge ne s'est prononcée contre l'*éligibilité aux fonctions de Grand-Maitre* telle qu'elle est déterminée à l'art. 17; par contre, la J.: et P.: L.: L'ETOILE DU JURA, à l'Or.: de Bienne, demande la *suppression de la présentation en nombre triple* et l'élection libre parmi les membres actifs de toutes les LL.: de l'Union suisse, *en laissant de côté la condition des trois années de maîtrise.*

Enfin, la J.: et P.: L.: L'AMITIÉ, à l'Or.: de la Chaux-de-Fonds, demande que les Loges puissent faire des propositions pour la nomination du Grand-Maitre jusqu'au jour de l'élection; mais cette prescription purement réglementaire ne doit pas être discutée à

propos des dispositions du Pacte ; il est préférable d'en renvoyer l'examen à la partie du présent rapport qui traite uniquement des questions législatives. Nous terminons ici la récapitulation des questions qui sont en connexion avec les tractanda de la récente Conférence de Grande-Loge à Aarau, et il nous reste à passer en revue les propositions auxquelles devait se rattacher une révision totale du Pacte social.

Dans leur réponse à la circulaire n° 50 du Conseil Admin. . concernant le Pacte, plusieurs des J. . et P. . LL. . qui se sont prononcées contre une révision totale n'ont pas caché qu'à leur avis le Pacte social renferme telle et telle défectuosité, mais elles ajoutaient qu'elles ne voulaient pas les signaler, parce qu'elles désiraient éviter une révision totale. Il est à supposer que si la révision totale était décidée, ces LL. . exprimeraient de nouveaux désirs, d'autant plus qu'un certain nombre d'entre elles ont fait toute réserve à cet égard. D'autres resp. . atel. . ont présenté des propositions ou formulé des vœux éventuellement et seulement pour le cas où, contrairement à leur avis, on procéderait à une révision totale ; enfin, les seules propositions de modifications qu'on puisse considérer comme définitives sont celles des deux LL. . qui se sont prononcées formellement pour une révision totale, savoir l'ETOILE DU JURA, à l'Or. . de Bienne, et la CONSTANTE, à l'Or. . de Vevey. Les différentes propositions ou les vœux ainsi émis à tous ces points de vue sont au nombre de 96 ; mais on peut les répartir, d'après leur objet, sur

13 questions principales, de sorte qu'il est convenable de les examiner plutôt d'après les points qu'elles concernent que dans l'ordre des articles du Pacte. De cette manière on comprendra mieux la liaison et la portée des vœux exprimés.

Avant tout, nous diviserons les propositions en deux catégories, selon qu'elles rentrent dans le domaine des *questions constitutionnelles* ou ont essentiellement un caractère *législatif* ou même *règlementaire* et peuvent ainsi être réglées sans qu'on ait à recourir à une révision du Pacte social. Le présent rapport distingue ces deux catégories; il traitera en premier lieu des dispositions constitutionnelles.

C. Révision d'autres dispositions du Pacte.

Selon les objets qu'elles concernent, les questions soulevées à propos des dispositions du Pacte social se répartissent sur trois rubriques, savoir :

I. Les principes de l'Union des LL.:. suisses.

II. L'organisation de la Grande-Loge.

III. Les dispositions s'appliquant aux LL.:. de Saint-Jean.

I. Principes de l'Union des LL.:. suisses.

a. Nous rangeons sous cette rubrique la motion présentée par la J.:. et P.:. L.:. la *CONSTANTE*, à l'Or.:. de Vevey, à propos de la question de la révision totale, et tendant à ce que le but pratique de la Maç.:. soit indiqué à l'art. 2 du Pacte.

b. La demande de la J.:. et P.:. L.:. l'*ETOILE DU JURA*,

à l'Or. de Bienne, pour qu'à côté des principes humanitaires on admette aussi le progrès (art. 2) dans le programme, afin qu'il ne puisse exister aucun doute sur le but que poursuit la Maç. Elle motive cette demande sur ce que l'esprit du temps, qui réclame dans tous les sens une direction pratique, ne se contente plus de notions abstraites, et que dès lors le Pacte doit aussi arborer ouvertement le drapeau du progrès.

c. *Les conditions exigées des récipiendaires* ne se rapportent pas moins aux principes de l'Union des LL. suisses, et parmi les dispositions de ce genre que prescrit l'art. 23 du Pacte social, la J. et P. L. les AMIS DE LA VÉRITÉ demande qu'on supprime les mots « la crainte de Dieu » et ceux-ci : « indépendant et en état de disposer librement de sa fortune et d'une partie de son temps. »

II. Organisation de la Grande-Loge.

a. On doit ranger avant tout sous ce titre la question des conditions que doit remplir le membre de la Grande-Loge. L'art. 9 du Pacte social exige du membre de la Grande-Loge qu'il revête des fonctions qui ne sont accessibles qu'à des membres actifs des Loges suisses ayant 3 années de maîtrise, ou qu'il soit membre d'honneur ; le décret I exclut même tous ceux qui ne sont pas des maçons suisses. Deux propositions ont été formulées contre ces dispositions :

1. *La suppression de la condition des trois années de maîtrise* pour chacune des fonctions désignées à

l'art. 9 et par conséquent aussi pour la dignité du M.^o. en ch.^o., et *le libre choix des députations de LL.^o. parmi tous les membres actifs d'une L.^o.*, ont été demandés par 4 LL.^o., savoir : les J.^o. et P.^o. LL.^o. ESPÉRANCE, à l'Or.^o. de Berne, l'ETOILE DU JURA, à l'Or.^o. de Bienne, CONCORDIA, à l'Or.^o. de St-Gall, et les AMIS DE LA VÉRITÉ, à l'Or.^o. de Genève.

2. *La suppression de l'exclusion des étrangers à la Suisse* (décret I.) a été demandée par la J.^o. et P.^o. L.^o. LIBERTAS ET CONCORDIA, à l'Or.^o. de Coire. Ce resp.^o. atel.^o. a eu l'honneur de signaler le premier la contradiction entre ce décret et le Pacte social, contradiction sur laquelle il est surprenant que l'attention de la Grande-Loge n'ait pas été attirée plus tôt. En effet, la Grande-Loge compte dans son sein des étrangers à la Suisse, et personne n'aurait songé d'ailleurs à invoquer le décret en question pour exclure de la Grande-Loge des députés élus par une L.^o., étant membres actifs de cette L.^o. et possédant les trois années de maîtrise. Il résulte, du reste, du protocole du 24 Juin 1844, qu'on n'a pas voulu présenter ni discuter cette question comme constituant une modification au Pacte social. Le décret dont il s'agit doit donc être considéré comme *nul*, aussi bien à cause de son contenu, contraire au Pacte, que par rapport à la forme dans laquelle il a été adopté.

b. Au nombre des organes de la Grande-Loge, l'art. 7 lettre d et l'art. 21 comptent les *Maîtres provinciaux*, et la J.^o. et P.^o. L.^o., la CONSTANCE, à l'Or.^o. de Vevey, propose *la suppression de cette dignité*, en faisant observer, à l'appui de sa proposition,

que l'expérience a démontré l'inutilité de ce rouage, qui ne ferait, s'il était employé, que compliquer la marche de l'association ; elle ajoute que l'Union des LL. . suisses ne pouvant pas installer d'atelier en dehors du territoire de la Confédération, et les distances qui séparent les différents groupes de LL. . du pouvoir central étant aujourd'hui fort amoindries par la facilité des communications, le pouvoir central étant du reste en relation directe avec les LL. . par l'intermédiaire de son représentant auprès de chacune d'elles, le Maître-Député, il n'y a pas de motifs pour conserver ces fonctions devenues inutiles.

c. L'art. 8 du Pacte social, parlant des *réunions annuelles de la Grande-Loge*, prescrit que ces réunions ont lieu régulièrement tous les deux ans et à l'extraordinaire quand le Grand-Maître le juge nécessaire ou quand 7 Loges au moins le demandent ; contrairement à cette disposition, le décret XXVII, adopté dans la tenue de Grande-Loge du 13 Octobre 1851 à Neuchâtel, porte que la Grande-Loge se réunira plus souvent, soit toutes les années. Deux propositions ont été formulées sur la question constitutionnelle de l'époque de la convocation : la J. . et P. . L. . AMITIÉ ET PERSÉVÉRANCE, à l'Or. . de Bâle, demande qu'on maintienne l'ancienne prescription du Pacte, et la J. . et P. . L. . la CONSTANCE, à l'Or. . de Vevey, désirant que la Grande-Loge se réunisse régulièrement toutes les années, propose un certain nombre de dispositions réglementaires à cet effet, dispositions qui, en tout cas, ne rentrent pas dans le cadre du Pacte lui-même. Quant au décret XXVII, on a pu voir en examinant le protocole de la

Conférence de Grande-Loge qui a eu lieu à l'Or. de Neuchâtel le 13 Octobre 1851, qu'en tant qu'il est en contradiction avec les prescriptions du Pacte *il n'existe pas en droit*, car il a été adopté, non pas dans les formes voulues pour une modification au Pacte, mais sans instructions de la part des LL. et par un simple vote individuel. Si donc on veut modifier le texte de l'art. 8 du Pacte social, il est nécessaire de prendre une décision *constitutionnelle* sur les réunions périodiques de la Grande-Loge.

d. Une disposition très-importante dans l'organisme de la Grande-Loge est celle qui traite de la voix délibérative *des LL. de St-Jean* et qui se trouve détaillée à l'art. 12 du Pacte social. On a fait deux propositions principales à l'encontre de cette disposition, savoir :

1. La J. et P. L. la *CONSTANTE*, à l'Or. de Vevey propose que *le vote individuel soit supprimé* et que toutes les décisions soient prises à la majorité des LL. le seul cas excepté de changements à apporter au Pacte, changements qui ne seraient valables que lorsqu'ils auraient été votés par les $\frac{3}{4}$ de tous les Ateliers. Cette proposition paraît supposer que par l'adoption de ce mode de procéder on supprimera les instructions données par les LL.

2. Les 3 J. et P. LL. *FIDÉLITÉ FRATERNELLE*, à l'Or. d'Aarau, *ESPÉRANCE*, à l'Or. de Berne, et l'*AMITIÉ*, à l'Or. de la Chaux-de-Fonds, proposent que pour la votation des affaires sur lesquelles les LL. donnent des instructions à leurs délégués, chaque députation ait un nombre de voix proportionnel au nombre des membres dont sa L. est composée, de telle manière qu'un

nombre déterminé de membres donnerait droit à une voix et qu'une L., aurait autant de voix qu'elle compte de fois ce nombre de membres.

La J. et P. L. FIDÉLITÉ FRATERNELLE s'appuie uniquement à cet égard sur des considérations d'équité, qui ne permettent pas qu'on donne la même représentation aux grandes et aux petites LL. . La J. et P. L. ESPÉRANCE fait remarquer qu'il est peu convenable que des obligations financières plus considérables ne donnent pas une influence plus grande lorsqu'il s'agit de prendre des décisions. La J. et P. L. l'AMITIÉ, à l'Or. de la Chaux-de-Fonds, insiste plus encore sur cette observation et propose *éventuellement* que si la motion dont il s'agit n'est pas adoptée, l'art. 15 soit modifié en ce sens que les contributions aux frais de la Grande-Loge seront réparties également entre les ateliers de l'Union sans égard au chiffre de leurs membres.

e. Un autre droit qui appartient aux LL. de St-Jean d'après l'organisation actuelle de la Grande-Loge est celui de donner des *instructions* sur les objets importants, comme l'indiquent les art. 12, §§ 4 et 5 et l'art. 14 du Pacte.

Deux resp. ateliers proposent *la suppression des instructions obligatoires*, savoir : les J. et P. LL. la FIDÉLITÉ FRATERNELLE, à l'Or. d'Aarau. et ESPÉRANCE, à l'Or. de Berne.

D'après la première de ces LL., nos expériences politiques démontrent que les instructions sont un sabot mis au char du progrès; les objets à propos desquels on a donné ces instructions peuvent se modifier avant le vote; enfin, les députés des LL. sont des hommes de

confiance qui connaissent assez les intentions de la majorité des membres de l'atelier qu'ils représentent pour pouvoir voter selon la manière dont les faits se présentent.

La J.·. et P.·. L.·. ESPÉRANCE insiste sur le fait que l'institution dont il s'agit est peu pratique et trop restrictive. Aussi cette L.·. a-t-elle, depuis des années, laissé sa députation parfaitement libre de voter selon sa conviction après avoir entendu les débats.

III. Dispositions concernant les LL.·. de St-Jean.

Des vœux ont été exprimés sur trois points, savoir :

- 1° La composition du collège des off.·.
- 2° Son élection et la durée de ses fonctions.
- 3° Les attributions de la L.·. d'appr.·.

Ad. 1. L'art. 30 du Pacte social impose pour les fonctions de *membre du Collège des Off.·.* les mêmes conditions que l'art. 10 fixe quant à celles de Grand-Dignitaire; mais dans la pratique on a compris que chaque L.·. doit satisfaire aux besoins locaux lorsque, selon les circonstances dans lesquelles elle se trouve, elle procède à la nomination de ses off.·., et personne n'a songé jusqu'à présent à se plaindre des déviations à la règle qui ont eu lieu à ce point de vue. La demande de la J.·. et P.·. L.·. les AMIS DE LA VÉRITÉ, à l'Or.·. de Genève, tendant à ce qu'on puisse choisir librement parmi les membres de la L.·. le secrétaire spécial de la L.·. d'appr.·., ne se justifie donc qu'en tant qu'elle a pour objet de rendre *cette élection tout à fait libre entre les FF.·. faisant partie de l'un des trois grades,*

au lieu d'exiger que *le secrétaire soit choisi parmi les maîtres*.

Ad. 2. Relativement au *mode de nomination du collège des off. .*, la J. . et P. . L. . les AMIS DE LA VÉRITÉ, à l'Or. . de Genève, propose en outre de *supprimer partout la présentation en nombre triple* et de laisser la L. . d'Appr. . *choisir librement les off. . parmi les maîtres* du même atel. .; elle demande également que dans toutes les LL. . de St-Jean la *durée des fonctions* du M. . en ch. . et des autres Dignitaires *soit fixée à une année*.

Ad. 3. Au sujet des attributions de la L. . d'Appr. . il a été fait deux propositions principales à l'encontre des dispositions actuelles du Pacte social, savoir :

a. La J. . et P. . L. . L'ÉTOILE DU JURA, à l'Or. . de Bienne, propose d'une manière générale et sans se livrer à une critique spéciale, que les dispositions fixant les attributions de la L. . des MM. . et de celle des Appr. . soient soumises à une révision dans le sens d'une extension des droits de la L. . des Appr. ., surtout dans les questions financières.

b. Deux LL. ., les J. . et P. . L. . ESPÉRANCE, à l'Or. . de Berne, et CONCORDIA, à l'Or. . de St-Gall, sont d'accord pour demander la *suppression de la prescription restrictive qui interdit à l'appr. . de prendre la parole sans l'autorisation du M. . en ch. .* (art. 54, § 2).

La première voit dans cette disposition une atteinte portée à la liberté de la parole, atteinte qui est contraire à l'esprit de notre institution, viole le principe maç. . de l'égalité et rappelle l'organisation des ordres.

La seconde trouve également que cette disposition

viole l'égalité des droits entre FF. et donne au M. en ch. un pouvoir qui ne devrait pas lui être attribué.

Nous avons résumé dans la partie ci-dessus de notre rapport toutes les propositions qui se rapportent à des *articles du Pacte social*. Nous devons rappeler qu'un très-petit nombre d'entre elles constituent des propositions *définitives* de la part des deux LL. qui se sont prononcées pour une révision totale du Pacte, tandis que la plupart n'ont été émises qu'*éventuellement* par des LL. opposées à la révision totale et pour le cas seulement où cette révision serait décidée. Nous rappellerons aussi :

1° Que la J. et P. L. l'ETOILE DU JURA s'est réservé formellement de présenter d'autres propositions au cas où l'on procèderait à une révision totale ;

2° Qu'un certain nombre de LL. qui se sont prononcées contre une révision totale ont parlé de lacunes et de défauts dans le Pacte actuel sans les mentionner en détail, en se réservant d'exprimer leur opinion à cet égard si la révision totale venait à être décidée ;

3° Que dans ce cas le Conseil Admin. lui-même aurait à compléter la liste des points à réviser, ce qu'il s'abstient de faire pour le moment.

D. Révision des ordonnances et décrets.

Le Conseil Admin. estime qu'à l'occasion du mandat qu'il a reçu de la conférence de Grande-Loge à Aarau

relativement à la révision du Pacte il serait impossible de tenir compte des objets qui ne rentrent pas dans le cadre d'un statut constitutionnel, et qu'il ne serait pas prudent de réviser en même temps le Pacte, les lois et les règlements, ne fût-ce déjà que parce qu'une révision du Pacte doit influencer nécessairement sur tous les actes législatifs. Néanmoins, l'administration centrale croit qu'il est de son devoir de faire connaître aussi à la Grande-Loge les propositions et les vœux qui se rapportent à des dispositions de ce genre, soit pour respecter l'intention des JJ. et PP. LL. dont émanent ces propositions et ces vœux, soit parce qu'on pourra ainsi se rendre un compte plus exact du domaine sur lequel porte la révision et l'apprécier plus facilement dans son ensemble. Nous nous contenterons cependant de résumer brièvement les idées émises, sans entrer dans les particularités.

1. Une proposition tendant à ce que *les règlements et les décrets soient introduits dans le texte du Pacte* a été faite par 2 resp. ateliers, savoir : les JJ. et PP. LL. la FIDÉLITÉ FRATERNELLE, Or. d'Aarau, et l'AMITIÉ, Or. de la Chaux-de-Fonds.

2. La J. et P. L. la CONSTANCE, Or. de Vevey, demande que *les formules de serment* renfermées dans le décret XXI *soient également introduites dans le texte du Pacte social.*

3. Pour le cas où l'on réduirait à 3 années la durée des fonctions du Grand-Maitre et des Grands-Dignitaires, cette même L. propose *qu'on nomme un sous-archiviste* et qu'on adopte des dispositions réglementaires relatives à ces nouvelles fonctions.

4. La J. . et P. . L. . les AMIS DE LA VÉRITÉ se prononce contre les art. 7 et 8 du Règlement V concernant les réceptions et les augmentations de salaire. Elle voudrait, à l'art. 7, remplacer l'obligation pour le candidat d'avoir *travaillé* une année dans le grade précédent par celle d'avoir subi un *temps d'épreuve* d'une année ; à l'art. 8 elle pense qu'il suffirait à une L. . *de communiquer* au Grand-Maitre et au Conseil Admin. . *les motifs* des avancements prématurés, *l'autorisation du Conseil Admin. .* à cet effet n'étant pas nécessaire.

5. La J. . et P. . L. . CONCORDIA, Or. . de St-Gall, propose que la *communication facultative du signe de détresse*, prévue dans le décret XIV soit rendue *obligatoire*.

6. Trois JJ. . et PP. . LL. . , savoir : l'ETOILE DU JURA, la CONCORDIA et la CONSTANCE, se prononcent pour la suppression de tous les titres qu'institue le décret XI.

7. La J. . et P. . L. . AMITIÉ ET PERSÉVÉRANCE estime qu'il serait convenable de *supprimer le mot de passe* prescrit au Règlement III.

Enfin, la J. . et P. . L. . la CONSTANCE, Or. . de Vevey propose l'annulation du décret XXIV, qui statue sur les secours à accorder aux Maç. . errants.

À côté de ces demandes de modifications ou de suppressions, deux LL. . proposent que l'on *complète* des dispositions existantes. Ainsi :

9. La J. . et P. . L. . la PERSÉVÉRANCE, Or. . de Genève, demande que l'art 13 § 2 soit complété par la fixation du mode de *la triple présentation des candidats à la grande maîtrise* et du délai pour l'envoi des propositions, ou en d'autres termes *qu'on détermine*

par voie de règlement le mode à suivre à cet égard.

10. La J.·. et P.·. L.·. la **CONSTANTE**, Or.·. de Vevey, demande qu'on ajoute au texte du décret IV une disposition portant que « *le procès-verbal d'installation et le tableau des membres seront aussi communiqués à toutes les Loges de l'Union* », ce qui a toujours eu lieu dans la pratique.

A ces propositions et à ces vœux plusieurs JJ.·. et PP.·. LL.·. ont joint des

E. *Observations,*

que nous devons tout au moins mentionner succinctement afin de compléter notre rapport.

1. Deux ateliers, les JJ.·. et PP.·. LL.·. l'**AMITIÉ**, Or.·. de la Chaux-de-Fonds, et la **CONSTANTE**, se référant à l'art. 13, 2^e paragraphe, du Pacte social, estiment qu'il est nécessaire d'adopter des prescriptions réglementaires pour les délibérations dans le sein de la Grande-Loge. Le premier rappelle à cet égard le mandat qui a été conféré à une commission dans la conférence de Grande-Loge de Genève ; le dernier demande qu'un projet de décret relatif à ces prescriptions soit soumis à la prochaine Grande-Loge. Le Conseil Admin.·. croit devoir fournir les explications suivantes à propos de ces deux observations :

La Commission dont il s'agit s'est acquittée de son mandat et le Conseil Admin.·. est saisi, depuis le mois d'Août de l'année dernière, du projet qu'elle a élaboré ; mais il ne paraît pas opportun de soumettre ce projet à la Grande-Loge aussi longtemps qu'une résolution n'a pas été prise relativement à la révision du Pacte. Il est évident qu'un règlement pour la Grande-Loge se trouve

lié aux dispositions du Pacte, et que celles-ci doivent servir de direction pour l'élaboration de celui-là. Il ne serait donc pas prudent de se livrer à un travail de ce genre au moment où sa base même est mise en question. Nous n'avons pas besoin de citer à cet égard des exemples, qui sautent aux yeux dès qu'on jette un coup d'œil sur les dispositions qui devraient être insérées dans le règlement. On doit, par conséquent, réserver les délibérations sur ce sujet pour l'époque où le Pacte social sera définitivement fixé dans toutes ses parties.

2. La J. . et P. . L. . l'AMITIÉ, Or. . de la Chaux-de-Fonds, rappelle aussi la proposition faite par le T. . Resp. . F. . Hantz dans la conférence de Grande-Loge du 22 Août 1868, sur le droit de faire partie de plusieurs LL. . suisses en qualité de membre actif. Le Conseil Admin. . présente sur ce point un rapport et des propositions spéciales.

3. La J. . et P. . L. . AMITIÉ ET PERSÉVÉRANCE désire qu'on introduise le plus tôt possible le système des cartes de reconnaissance en supprimant le mot de passe.

4. Il est encore un point sur lequel le Conseil Admin. . ne peut garder le silence parce qu'il pourrait faire précédent et donner lieu par la suite à des interprétations diverses. Nous voulons parler d'un mémoire sur la révision du Pacte, rédigé par le groupe de FF. . MM. . de Lucerne et transmis en original au Conseil Admin. . par la J. . et P. . L. . la FIDÉLITÉ FRATERNELLE, Or. . d'Aarau. Quelque réjouissante que fût pour le Conseil Admin. . la participation active des FF. . de Lucerne aux intérêts généraux de l'Alpina, il ne pouvait attribuer un caractère officiel à leurs propositions,

parce qu'ils ne constituent pas encore un des organes reconnus de l'Alpina. Aussi avons-nous considéré ces propositions comme émanant de la J.·. et P.·. L.·. la FIDÉLITÉ FRATERNELLE.

Toutefois, cette circonstance doit attirer l'attention du Conseil Admin.·. et de la Grande-Loge sur l'opportunité de mesures tendant à organiser ces petits groupes de FF.·. qui existent actuellement ou se créeront plus tard, et à les constituer légalement.

Il existe en ce moment deux de ces groupes qui sont dignes de l'estime et des sympathies des LL.·. suisses, mais ils ne sont pas encore organisés conformément aux dispositions du Pacte social, et il y aurait lieu de songer à eux à propos des questions pendantes.

Le groupe de Lucerne se compose exclusivement de FF.·. des JJ.·. et PP.·. LL.·. LA FIDÉLITÉ FRATERNELLE, ESPÉRANCE et MODESTIA CUM LIBERTATE, et celui de Glaris de membres des JJ.·. et PP.·. LL.·. ESPÉRANCE, CONCORDIA et MODESTIA CUM LIBERTATE. Il dépendra des décisions ultérieures de la Grande-Loge qu'un troisième groupe se forme très-prochainement peut-être dans le Valais. La Grande-Loge ne doit donc pas fermer les yeux sur ces réunions au moment où elle s'occupe de son Pacte fondamental.

Rapport final et propositions.

En se référant au rapport qui précède sur les opinions, les vœux et les demandes des JJ.·. et PP.·. LL.·., le Conseil Admin.·. doit maintenant faire à la Grande-

Loge des propositions quant aux décisions à prendre et quant au mode à suivre dans les délibérations.

Il n'estime pas, néanmoins, devoir exprimer sa manière de voir sur ces propositions, parce qu'il devrait supposer que la Grande-Loge elle-même entrera en délibération à ce sujet, ce qu'elle ne fera probablement pas volontiers, vu le nombre considérable et la diversité des questions pouvant provoquer une discussion. Du reste, on peut conclure des débats qui ont eu lieu dans la conférence d'Aarau que la Grande-Loge n'attend pas des propositions définitives du Conseil Admin. sur toutes ces questions, d'autant plus qu'en procédant ainsi l'on préjugerait plusieurs des opinions émises à cette occasion. Le Conseil Admin. se bornera donc à déclarer qu'il ne peut refuser son adhésion à un certain nombre des propositions qui ont été formulées, mais qu'il en repousserait d'autres, et qu'il est des propositions qu'il estimerait nécessaires ou opportunes, bien qu'on n'en ait pas fait mention, mais qu'il n'indiquera pas ici, à cause de l'abondance des questions déjà soulevées. Il trouve en particulier qu'on devrait profiter de cette occasion pour revenir sur certains points qui, lors de la publication de la troisième édition du Pacte social, ont subi des modifications sans qu'on ait eu recours à une révision du Pacte ou à des décisions spéciales de la Grande-Loge. Nous citerons comme exemple de ce fait l'art. 3 actuel, remplaçant l'ancien art. 4.

La question essentielle qu'on doit se poser est celle-ci : Comment pouvait-on, en se servant des réponses des LL., soumettre les idées soulevées à une discus-

sion qui aboutisse à un résultat satisfaisant pour toutes les parties de l'Union des LL.·. suisses ?

En examinant cette question, il faut avant tout se persuader que la révision du Pacte social constitue un travail qui non-seulement est par lui-même des plus difficiles, mais dont le résultat peut en outre compromettre tout l'avenir de l'ALPINA.

Le Pacte social de l'Union des LL.·. suisses est un *pacte d'alliance*, qui n'a pu être conclu en son temps que par suite d'une étude minutieuse et d'une saine appréciation des manières de voir et des intérêts divers qu'il s'agissait de combiner. Aussi ne peut-il maintenir cette cohésion qu'aussi longtemps que ces éléments particuliers seront assez respectés pour que l'alliance ne devienne pas gênante ou désagréable pour quelques LL.·. Il ne saurait donc être question, dans les changements à apporter au Pacte social, de prendre des décisions à coups de majorité, quand les opinions sont divergentes. On doit, au contraire, tenir compte de la minorité et avoir des égards pour elle, de manière que l'alliance ne lui devienne pas importune. Pour cela, il est absolument nécessaire d'agir avec beaucoup de circonspection et de ménagements dans les délibérations touchant aux questions constitutionnelles.

Afin qu'il puisse en être ainsi, le Conseil Admin.·. pense qu'il serait bon de faire examiner par une Commission les diverses propositions émises. Cette Commission, qui fixerait les points essentiels du débat, devrait être nommée avec une parfaite impartialité, de façon à pouvoir connaître et représenter les différents besoins et les différentes manières de voir. Nous

obtiendrions ainsi l'expression exacte des idées qui règnent dans les LL. De son côté, l'autorité centrale aurait, en se plaçant à son point de vue, à examiner ces questions et à formuler ses propositions, parce qu'il s'agit ici non pas seulement de satisfaire des opinions et des besoins individuels, mais surtout de déterminer les conditions auxquelles on peut maintenir l'ordre dans l'ensemble et la coopération de toutes les forces pour atteindre le but commun. Ce ne sont donc pas uniquement les dispositions actuelles du Pacte, c'est encore une question de convenance qui exige que le Conseil Admin. soit entendu sur les divers points en discussion et qu'il conserve son indépendance constitutionnelle pour les propositions définitives qu'il sera appelé à présenter.

Le Conseil Admin. estime en outre que dans l'œuvre de la révision il convient de se borner aux *questions constitutionnelles*, qui ne doivent pas être confondues avec les questions de règlement. Sur ce point il ne se trouve pas d'accord avec les JJ. et PP. LL. qui ont demandé qu'avant tout on introduise dans le Pacte les prescriptions des décrets et des règlements ; mais on peut admettre qu'après y avoir mûrement réfléchi ces Resp. Atel. renonceront à leur demande. Le Conseil Admin. est d'avis que le Pacte ne saurait être trop simple et qu'il doit se borner à poser des principes généraux quant au but, aux moyens et à l'organisation de notre alliance, ainsi qu'aux attributions des divers organes, laissant aux décrets tout ce qui se rapporte aux détails d'exécution. Quellesque soient les nouvelles dispositions du Pacte, on peut admettre que le mode

à suivre pour leur adoption ou pour les changements à y apporter donnera plus de garanties à chacune des LL. ., et par conséquent sera plus compliqué que celui qui sera mis en pratique pour de simples prescriptions réglementaires. On se bornera vraisemblablement dès lors à faire entrer dans le Pacte les dispositions qui ne risquent pas d'être soumises à de trop fréquentes modifications, selon les besoins du moment, et l'on renverra les autres aux décrets.

La première édition de notre Pacte social fournit en bien des points la preuve incontestable que lorsqu'il a été adopté on avait positivement l'idée que des décrets devaient être élaborés sur ces bases comme cela s'est fait dans tous les Grands-Orients, qui à côté de leur constitution ont une législation complète. Nous n'avons pas encore une législation de ce genre; mais c'est justement pour cela que nous attendons qu'on donne suite aux prescriptions que renferme à cet égard notre Pacte social. En revanche, on recourut aux Règlements et aux Décrets, qui parfois tinrent peu de compte des dispositions du Pacte, se trouvèrent même dans certains cas en contradiction avec ces dispositions, et en général ne furent que des expédients pour satisfaire à un besoin ou à une tendance du moment. Plusieurs d'entre eux portent même l'empreinte de l'improvisation.

Ces décrets et règlements nécessitent plus encore que le Pacte une révision totale, mais on ne pourra y procéder d'une manière rationnelle et avec un esprit de suite que lorsque toutes les dispositions du Pacte seront elles-mêmes fixées définitivement.

Basé sur ces considérations, le Conseil Admin. formule comme suit ses

Propositions concernant la révision du Pacte :

La Grande-Loge,

Vu le rapport du Conseil Admin. sur les propositions faites par les JJ. et PP. LL. relativement à la révision du Pacte social, en réponse à la circulaire n° 50;

décète :

I. Eu égard aux pièces produites, il ne sera pas pris de décision sur la question d'une révision totale ou partielle du Pacte social, mais cette question sera renvoyée à une Commission, chargée de présenter un préavis au Conseil Admin. sur les points suivants :

a) Quelles sont les modifications qu'il conviendrait d'apporter au Pacte social actuel ?

b) Sous quelle forme ces modifications doivent-elles être proposées à la Grande-Loge ?

Dans l'accomplissement de ce mandat la Commission ne sera pas liée par les propositions des JJ. et PP. LL. de l'Union suisse; elle pourra prendre l'initiative de nouvelles propositions.

Toutefois, elle n'aura pas à tenir compte des propositions qui se rapportent à des questions législatives et non constitutionnelles,

II. Ce n'est qu'après que toutes les questions constitutionnelles auront été résolues, que la Grande-Loge s'occupera des questions législatives, et cela en pour-

suivant l'idée de l'élaboration d'un ensemble de lois pour l'Union suisse.

Jusque là, les décrets I et XXVII, qui sont en contradiction avec le Pacte social actuel, resteront abrogés.

III. La Commission à nommer pour l'examen des questions constitutionnelles sera composée de 7 membres pris en dehors du Conseil Admin. : parmi tous les membres des LL. : suisses qui ont trois ans de maîtrise. A cet effet, les JJ. : et PP. : LL. :

1. du canton de Genève,
2. du canton de Vaud,
3. du canton de Neuchâtel,
4. des Or. : d'Aarau, de Bâle, de Berne et de Bienne,
5. des Or. : de Coire, de St-Gall, de Winterthour et de Zurich,

se réuniront en des bureaux électoraux et chaque groupe nommera un membre de la Commission. Ces 5 membres compléteront la Commission en choisissant deux autres membres, après quoi la Commission nommera dans son sein un Président et un Secrétaire.

IV. Après avoir reçu le préavis de cette Commission, le Conseil Admin. : formulera des propositions positives sur les modifications à apporter au Pacte social ; ces propositions seront soumises à la tenue de Grande-Loge de l'année suivante, mais à cet égard le Conseil Admin. : ne sera pas lié par le préavis de la Commission.

V. Les débats sur un projet de règlement pour les délibérations dans le sein de la Grande-Loge, de même que la discussion du projet relatif à l'immobilisation

des archives, seront ajournés jusqu'au moment où une solution complète aura été donnée à la question constitutionnelle.

Aarbourg, le 14 Avril 1870.

Pour le Conseil Admin. :

Le Grand-Secrétaire : BOHNENBLUST.

V.

Rapport et proposition du Conseil Admin. sur la question posée par le T. Resp. F. Hantz, de la Chaux-de-Fonds, relativement au droit de faire partie de deux LL. suisses en qualité de membre actif.

Le T. Resp. F. premier député de la J. et P. L. L'AMITIÉ, Or. de la Chaux-de-Fonds, a soumis la question suivante à la conférence de Grande-Loge qui a eu lieu à Genève, le 23 Août 1868 : « Un F. M. » peut-il appartenir en même temps à deux Or. différents en qualité de membre actif? » Ce B. A. F. se référerait à cet égard à la législation du Grand-Orient de France, qui autorise ce cumul.

La question ainsi posée a été renvoyée au Conseil Admin. actuel, qui a été chargé de présenter sur ce sujet un rapport et des propositions.

Dans son premier débat sur cette question, le Conseil

Admin.°. n'a pas jugé qu'il fût suffisant de rechercher exclusivement dans les législations des Grands Orient étrangers des indications sur ce qu'elles renferment à cet égard ; il a pensé qu'il fallait en outre s'informer de ce qui se pratique dans certains cas spéciaux en déviation des dispositions légales, et en particulier examiner s'il existe çà et là des différences entre divers systèmes maçonniques, ou entre les Loges d'un même Grand-Orient, quant à la possibilité de faire partie de plusieurs Atel.°. comme membre actif. Afin d'obtenir les renseignements nécessaires, les questions y relatives ont été envoyées à tous les représentants des Grands-Orient étrangers près L'ALPINA, en les priant de demander à leurs autorités maç.°. respectives les indications dont il s'agit, de la manière qu'ils jugeraient la plus convenable. Ils nous ont transmis avec beaucoup d'obligeance les renseignements dont nous avons besoin, et il ne nous manque plus que ceux des représentations qui se trouvent momentanément interrompues.

Voici les résultats de cette démarche :

1. Le T.°. R.°. F.°. Krieger, représentant de la GRANDE-LOGE DE HAMBOURG, nous informe que d'après la législation de ce Grand-Orient un F.°. ne peut pas être en même temps membre actif de plusieurs Loges, ni dans une même réunion de Loges, ni dans des groupes différents. Un F.°. ne peut faire partie d'une autre L.°. que de celle où il a été reçu qu'en qualité de F.°. visiteur permanent ou de membre honoraire, et jamais comme membre actif.

2. Le T.°. Resp.°. F.°. Lasche, représentant de L'AL-

LIANCE ÉCLECTIQUE, annonce que la législation de cette Grande-Loge ne renferme aucune disposition sur la question de savoir si un F.°. peut être membre actif de plusieurs LL.°. de cette Union ; mais que d'après l'usage on n'admet pas ce cumul et qu'un F.°. doit avoir obtenu sa démission honorable de la L.°. dont il fait partie pour pouvoir entrer dans une autre L.°. de l'Alliance.

3. Le T.°. Resp.°. F.°. von Teubern, représentant de la GRANDE-LOGE DE SAXE, répond comme suit à la demande que lui a adressée notre T.°. Resp.°. F.°. Vögeli :

« Bien que, d'après son expérience maç.°, il croie devoir répondre d'une manière absolument négative à cette question, il a jugé nécessaire de consulter la Grande-Loge, et à cet effet il a prié le T.°. Resp.°. Grand-Maitre de faire prendre une décision par la Conférence des Grands-Dignitaires. La réponse de cette Conférence a été tout à fait négative. Cette réponse ne se rapporte pas au titre de membre d'honneur, mais en tout cas aucun F.°. ne peut, d'après les principes suivis dans la Grande-Loge de Saxe, être membre actif ou effectif de plusieurs LL.°. à la fois. »

4. Notre T.°. Resp.°. F.°. Baiter informe, relativement à la Grande-Loge EINTRACHT, à Darmstadt, que la législation de cette Grande-Loge, de même que celle des autres Grands-Orients d'Allemagne, ne laisse pas supposer qu'un F.°. puisse faire partie de deux LL.°. en qualité de membre actif, et qu'à son avis ce cumul constituerait une anomalie, parce que le vrai Maç.°. doit en principe toute son activité à la L.°. qui l'a admis

comme membre, aussi longtemps qu'il ne s'en est pas retiré pour prendre les mêmes obligations vis-à-vis d'un autre Atel.·.

5. La GRANDE-LOGE DES PAYS-BAS ne se trouve pas représentée en ce moment auprès de L'ALPINA, mais le Conseil Admin.·. a appris par le rapport verbal d'un F.·. bien informé que le cumul en question n'est pas non plus admis par cette Grande-Loge.

6. Il résulte des renseignements parvenus de BERLIN à notre T.·. Resp.·. F.·. Muller, que, sauf ce qui concerne le titre de membre honoraire, aucune Grande-Loge allemande n'autorise un F.·. à faire partie de plusieurs LL.·. en même temps. Ce T.·. Resp.·. F.·. craint, quant à lui, que L'ALPINA ne se fasse du tort en admettant {ce cumul, et il pense qu'on ne doit pas adopter sans des motifs graves la disposition de la législation maç.·. française qui permet à un F.·. d'appartenir comme membre actif à plusieurs Atel.·.

7. Par l'intermédiaire de notre T.·. Resp.·. F.·. Tscharnier, le T.·. R.·. F.·. Couvreur, notre représentant auprès du GRAND-ORIENT DE BELGIQUE a bien voulu nous transmettre des renseignements détaillés sur ce qui se pratique à cet égard dans ce Grand-Orient. Il nous informe que ni l'ancien règlement, ni les nouveaux statuts, ne renferment des dispositions interdisant à un F.·. d'être à la fois membre actif de plusieurs Atel.·.; les décisions à prendre à cet égard sont de la compétence des LL.·., qui ont aussi à accorder ou à refuser le titre de membre honoraire. Les cas de cumul sont d'ailleurs très-rares en Belgique : on n'en compte que 2 ou 3 dans tout le pays.

8. En dehors du cercle de nos relations directes, nous devons mentionner un fait sur lequel nous avons également reçu du T.°. Resp.°. F.°. Couvreur des renseignements détaillés.

Au moment où L'ALPINA met cette question à l'étude, elle fait aussi l'objet des délibérations de la GRANDE LOGE DU TEXAS, qui compte 250 Loges sous son obédience. Cette Grande-Loge l'a renvoyée à l'examen d'une Commission, dont le préavis est le suivant :

« Le Comité chargé d'examiner la question de savoir
 » si l'on peut faire partie de différentes LL.°, à la fois
 » s'est convaincu que ce cumul est contraire à nos anciens usages et a souvent de fâcheux résultats. Il
 » estime dès lors qu'il serait à désirer que le Grand-Orient l'interdit. Toutefois, afin de ne pas léser
 » des droits acquis, il propose la résolution suivante :
 » Le décret de Janvier 5856, qui autorise un Maç.°.
 » ayant le grade de Maître à faire en même temps partie de deux LL.°, est abrogé ; à partir de ce jour
 » aucune L.° ne pourra affilier un F.° qui ne présenterait pas sa démission honorable de la L.° à laquelle
 » il appartenait. »

9. Non-seulement le Grand-Orient de France, mais encore celui d'Italie, et probablement la plupart des Grands-Orient d'Amérique, autorisent légalement le cumul dont il s'agit. Mais en examinant la constitution et les lois du Grand-Orient de France on s'aperçoit bien vite du motif pour lequel la faculté de faire partie de plusieurs LL.° à la fois a été accordée aux FF.°. Il était nécessaire, en effet, de donner aux diverses LL.° et corporations une garantie quant aux contri-

butions financières de leurs membres, parce qu'avec la division actuelle de l'Ordre en loges, chapitres, etc., un F.° peut appartenir à telle subdivision dans un Orient et à telle autre dans un Orient voisin.

Dans les Grandes-Loges d'Amérique il y a encore, pour autoriser le cumul, d'autres raisons qui reposent aussi sur des considérations financières. Les rapports d'intérêts entre la corporation et le membre vont si loin, que ce dernier peut acquitter ses contributions pour sa vie entière, comme on acquitterait une prime d'assurance. On est loin de songer à quelque chose d'analogue dans le sein de L'ALPINA.

Si maintenant nous examinons ce qui se passe chez nous, nous trouvons des cas établissant surabondamment que jusqu'à ce jour les LL.° ont estimé presque généralement qu'on ne peut faire partie de plusieurs Atel.° à la fois en qualité de membre actif, car il n'est pas rare qu'un F.° appelé à transférer son domicile demande sa démission honorable à la L.° à laquelle il appartenait pour pouvoir s'affilier à celle de son nouveau domicile, ce qui dans bien des cas n'aurait pas eu lieu si l'on avait admis qu'un F.° pût faire partie de deux Atel.° en même temps.

Il peut, il est vrai, se présenter des circonstances qui font regretter généralement que, d'après l'opinion dominante, un F.° doive démissionner, ou que son affiliation devienne impossible; mais ces exceptions, quelque directement qu'elles puissent nous toucher, ne doivent pas porter atteinte à une règle établie en suite de mûres réflexions, si l'on veut éviter les graves préjudices qui en résulteraient pour l'ensemble; or, nous

avons le sentiment que ce serait le cas, parce que nous savons qu'une force et un dévouement partagés ne sont qu'une demi-force et un demi-dévouement. C'est pourquoi les Loges doivent se réserver l'activité tout entière de leurs membres.

Partant de ce point de vue, le Conseil Admin. : propose à la Grande-Loge la résolution suivante :

1. Il reste interdit à tout membre de l'Union des LL. : suisses d'appartenir à la fois à deux LL. : différentes en qualité de membre actif.

2. Pour tout passage d'une L. : à une autre, les LL. : de l'Union suisse doivent, avant l'affiliation se faire présenter, par le F. : qui la demande, le certificat de la démission honorable qu'il a reçue de la L. : à laquelle il appartenait précédemment.

3. Les FF. : qui ont déjà acquis le titre de membre actif dans plusieurs Atel. : ne seront point inquiétés dans la jouissance de ce titre par la présente résolution.

Aarbourg, le 14 Avril 1870.

Pour le Conseil Administratif :

Le G. : Secrétaire : BOHNENBLUST.

VI.

Rapport et propositions sur une demande d'un certain nombre de FF.: pour la fondation d'une L.: à l'Or.: de Carouge.

Sous la date du 25 Juillet 1869, un certain nombre de F.: M.: de Carouge ont fait savoir à la Grande-Loge ALPINA qu'ils appartiennent tous à l'ancienne L.: LES TROIS TEMPLES, à l'Or.: de Carouge, qui est restée en sommeil depuis la dissolution du TEMPLE UNIQUE, auquel elle s'était autrefois affiliée.

Animés du désir de rendre à cette L.: son activité, ils se sont réunis pour discuter la question de savoir s'il ne serait pas désirable ou même nécessaire de reprendre leurs travaux. Ils se sont convaincus de cette nécessité, considérant que des circonstances locales, l'éloignement de Genève, empêchent les dits FF.: de fréquenter assidûment les LL.: genevoises existantes; ils ont résolu, en conséquence, de demander à la Grande-Loge ALPINA l'autorisation d'ouvrir de nouveau la L.: LES TROIS TEMPLES à l'Or.: de Carouge, et ils ont constitué immédiatement leur collège d'Off.:.

Cette communication est signée en premier lieu par les FF.: Fillion père et fils, et (par délégation) par le F.: Mudry, membre de la dite Loge.

Ont également signé l'acceptation de leurs fonctions d'Off.: les FF.:.

Plantaz (Grand-Orient de France ?) et (par délégation) Michaud III (TROIS TEMPLES), Bertillot III (PRUDENCE), Schladenhaufen III (PRUDENCE), Fillion père III (TROIS TEMPLES), Laurent Fasanino III (PRUDENCE), Wächter III (CORDIALITÉ), Déprez (PRUDENCE), Antoine Fasanino (AMIS DE LA VÉRITÉ), J. Sulzberger (PRUDENCE).

On trouve annexé à la demande le tableau du collège d'off. . récemment nommé et composé comme il est dit ci-dessus, avec cette observation que la L. . se compose en outre de 11 autres FF. . de différents grades. Sont désignés comme M. . en ch. . le F. . Plantaz, et comme secrétaire le F. . Déprez.

Par une lettre du 29 Septembre 1869, signée au nom du Coll. . d'off. . des TROIS TEMPLES, Plantaz, vénérable, cette communication se trouve complétée par une confirmation de la première demande, à laquelle sont joints la patente constitutionnelle accordée dans le temps à la L. . les TROIS TEMPLES par la Grande-Loge nationale suisse, les diplômes des FF. . Plantaz, Fillion père, Sulzberger, L. Fasanino, Wächter et Schladenhaufen, un diplôme délivré à Jacques Dalphin par la Grande-Loge nationale suisse et un diplôme délivré à Nicolas Klarer par la L. . la FRATERNITÉ, travaillant sous l'obédience du Grand-Orient de France.

Il résulte de ces diverses pièces :

1. Que des FF. . sus-nommés 4 seulement faisaient partie de l'ancienne L. . LES TROIS TEMPLES.

2. Que deux des FF. . sont munis de diplômes du Grand-Orient de France, et par conséquent appartiennent à des Oriens placés sous son obédience, ou ne sont plus maç. . actifs.

3. Que 7 FF.·. ont appartenu jusqu'à présent à des LL.·. suisses, dont 5 à la J.·. et P.·. L.·. la PRUDENCE, un à la CORDIALITÉ et un aux AMIS DE LA VÉRITÉ; qu'un F.·. possède un diplôme de la Grande-Loge nationale suisse, qui n'existe plus depuis 1844; que 4 des FF.·. désignés comme appartenant à des LL.·. suisses en qualité de membres actifs ne se trouvent pas sur le tableau de ces LL.·. pour 1869; enfin, qu'on ne prouve pas que les FF.·. n'ayant pas fait partie de la L.·. les TROIS TEMPLES aient obtenu leur démission honorable de leurs LL.·. respectives.

4. Que d'après la demande de ces FF.·. et les résolutions prises dans leur assemblée, il ne s'agit pas de la création d'une nouvelle L.·., mais simplement de la réouverture d'une L.·. mise en sommeil, et que cette réouverture est déjà décidée sous réserve de l'autorisation de la Grande-Loge ALPINA.

La Grande-Loge a donc à examiner en première ligne la question de savoir si cette autorisation doit être accordée.

En présence de ces circonstances compliquées et du défaut de clarté de diverses pièces, le Conseil Adm.·. a décidé, le 17 Septembre dernier, de demander à toutes les LL.·. genevoises leur préavis, après que cette proposition eut été appuyée par le T.·. Resp.·. Maître-Député et le M.·. en ch.·. de la J.·. et P.·. L.·. la PRUDENCE, et par le T.·. Resp.·. Maître-Député de la J.·. et P.·. L.·. la FIDÉLITÉ.

Une circulaire a été adressée à cet effet à toutes les LL.·. genevoises, le 24 Octobre dernier. Le Conseil Adm.·. y a exprimé provisoirement la conviction que

dans les circonstances telles qu'elles se présentaient, il ne s'agissait pas de rendre l'activité à une L. en sommeil, mais qu'il y aurait lieu plutôt de remplir toutes les conditions prescrites pour la création d'une nouvelle L. Les questions posées aux LL. étaient les suivantes : Est-il dans l'intérêt de la Maç. suisse de fonder une L. à l'Or. de CAROUGE, et quelles sont les garanties d'existence et de prospérité que présente, dans l'état de choses actuel, une L. créée dans cette localité ?

Il est clair que les LL. de Genève étaient bien plus compétentes pour examiner et résoudre ces questions que le Conseil Adm. qui se trouve éloigné des faits et des personnes dont il s'agit, de sorte que ce dernier pouvait espérer obtenir d'elles des renseignements suffisants et sûrs, d'autant plus que leur intérêt maç. s'y trouvait fortement engagé. Il a dû être fort surpris dès lors en voyant que plusieurs de ces LL. l'ont laissé sans réponse, d'où l'on doit conclure qu'elles ont préféré, dans cette question, le silence à une complète sincérité.

Celles qui ont répondu l'ont fait de façons fort diverses, ensorte qu'on ne peut tirer des conclusions certaines de ces contradictions.

Dans ces circonstances, la question qui se présente au premier plan est celle de savoir s'il s'agit de la réouverture d'une L. en sommeil ou de la création d'une nouvelle L.

Dans la première alternative, la Grande-Loge aura simplement à décider si elle est disposée à approuver les résolutions prises dans la réunion de Carouge ; dans la seconde il faudra avant tout que la nouvelle L.

remplisse toutes les conditions qu'exige le Pacte social.

Le Conseil Admin. n'a pas admis un seul instant qu'il pût être question de la simple réouverture de la L. les TROIS TEMPLES. Les requérants se servent, en effet, de ces expressions dans leur lettre à la Grande-Loge : « Tombé en sommeil lors de la dissolution du » Temple Unique à l'Orient de Genève, auquel ils » avaient cru bien faire *d'affilier* leur Atel. » Au moment de l'affiliation, l'indépendance de la corporation qui s'est fait affilier s'est donc éteinte, et la L. les TROIS TEMPLES a cessé d'exister. Dès lors il ne peut être question de la considérer comme s'étant simplement mise en sommeil après la dissolution du Temple Unique, car elle avait déjà auparavant cessé d'exister comme Loge. En outre, cette L. n'a jamais été un membre de L'ALPINA avant son affiliation au Temple Unique, et alors même que cette affiliation n'aurait pas eu lieu, son entrée dans l'Union des LL. suisses aurait toujours été traitée comme admission d'une nouvelle Loge.

Dès qu'on admet que les JJ. et PP. LL. ont à se prononcer sur la *création d'une nouvelle L. à Carrouge*, le Conseil Admin. est appelé à présenter à la Grande-Loge son rapport et ses propositions à cet égard après avoir examiné la demande. Il doit avouer que le manque de clarté des pièces qui lui ont été transmises et la réserve dans laquelle se sont renfermées la plupart des LL. genevoises l'engageraient à ne pas faire, pour le moment, des propositions définitives, s'il n'y était pas tenu par le Pacte social. Dans cet état de choses, il se croit obligé de chercher ses points de re-

père dans des délibérations de L'ALPINA relatives à des questions analogues.

A l'occasion de différentes circonstances extérieures, la Conférence de Grande-Loge tenue à Bâle, le 10 Octobre 1853, avait nommé une Commission chargée, entr'autres mandats, de rapporter sur certains faits qui se produisaient dans l'Union des LL.°. suisses. Cette Commission signala dans son rapport le grave inconvénient qui résultait de la constitution d'un grand nombre de petites LL.°. pouvant à peine exister et dont l'activité maç.°. se trouvait paralysée par la faiblesse de leurs ressources ; elle déclara en même temps qu'il était désirable et nécessaire qu'un certain nombre de petites LL.°. fussent combinées en de plus grandes corporations. Par suite de ce rapport, le Conseil Admin.°, siégeant alors à Bâle, résolut de porter aux tractanda du 16 Avril 1856 de la Grande-Loge convoquée pour le mois de Mai de la même année, une motion tendant à ce que plusieurs petites Loges fussent réunies en une seule, en tant que les circonstances locales et autres le permettaient. Dans l'état des choses, plusieurs LL.°. existantes auraient pu se trouver blessées de l'adoption d'une proposition de ce genre, de sorte qu'il n'y fut pas donné suite ; mais on était à peu près unanimement d'accord sur le principe même, et la motion fut transformée en une invitation au Conseil Admin.°. de ne pas perdre de vue cet objet et de donner la direction dont il s'agit, si le cas se présentait.

On peut admettre que cette manière de voir est encore partagée par la plupart des LL.°. suisses. Or, comme il existe déjà 8 Loges dans la ville de Genève, le

principe sus-mentionné devrait s'appliquer beaucoup plus à la fusion de quelques-unes de ces LL.·. qu'à la création de nouvelles. D'autre part, les moyens de communications sont tels entre Genève et Carouge, que la distance entre ces deux villes disparaît entièrement. Il faut donc, eu égard à l'opinion bien constatée de la Grande-Loge, examiner avec beaucoup d'attention la question de savoir si la création d'une nouvelle L.·. à Carouge est vraiment opportune et désirable, dans l'intérêt de la Maç.·. en général et de la Grande-Loge suisse en particulier, et si cet Atel.·. présente des garanties suffisantes d'avenir et de prospérité.

Partant de ce point de vue, le Conseil Admin.·. ne peut pas répondre affirmativement en toute sécurité, et à ses yeux on ne saurait attacher aucune valeur à l'objection de l'éloignement où les FF.·. de Carouge se trouvent des LL.·. de Genève, car dans les autres LL.·. suisses on rencontre un grand nombre de FF.·. actifs et dévoués qui ont à dépenser beaucoup plus de temps et d'argent que les FF.·. de Carouge pour se rendre aux travaux de leur Atel.·.

En même temps, le Conseil Admin.·. pense que la possibilité de créer une réunion de Conférence des FF.·. domiciliés à Carouge et appartenant à différentes LL.·. genevoises est très-propre à satisfaire aux intérêts généraux de la Maç.·. suisse, si, comme on compte le faire pour d'autres groupes du même genre, cette réunion peut devenir une partie organique de l'ensemble.

En considération de ce qui précède, et vu le défaut de participation de la plupart des LL.·. de Genève dans

cette question, le Conseil Admin. ne peut se résoudre à proposer qu'il soit fait droit à la demande qui a été formulée, et il propose, en conséquence, que la Grande-Loge prenne la décision suivante :

1. La demande formulée par les FF. de Carouge ne sera, en tout cas, considérée et traitée que comme tendant à la création d'une nouvelle L., et pour le moment il est fait abstraction de la question de la réouverture d'une L. en sommeil.

2. Même à ce point de vue, il n'y a pas lieu d'entrer en matière sur la demande précitée, jusqu'à ce que certains faits encore peu clairs aient été prouvés et que toutes les conditions prescrites par le Pacte et par les règlements pour l'admission d'une nouvelle Loge aient été remplies.

3. La Grande-Loge compte que les requérants s'abstiendront, jusqu'à ce qu'une solution définitive ait été donnée à leur demande, de tout acte que, d'après les principes maç., des LL. constituées peuvent seules accomplir.

Aarbourg, le 14 Avril 1870.

Pour le Conseil Administratif :

Le Grand-Secrétaire : BOHNENBLUST.

VII.

Rapport et propositions sur des rapports réciproques de représentation à établir avec la Grande-Loge Maç.: dite : « au Soleil, » Or.: de Bayreuth.

Il est difficile de comprendre que, jusqu'à ce jour, la Grande-Loge suisse n'ait pas encore de rapports réciproques de représentation, et par conséquent de relations intimes, avec *la Grande-Loge Maç.: dite « au SOLEIL, » Or.: de Bayreuth*, qui comprend cependant un fort beau groupe de 14 LL.: dans l'Allemagne méridionale, et dont les membres, travaillant à la frontière de notre patrie, entretiennent avec nos FF.: de de l'Union des LL.: suisses les rapports personnels les plus agréables. Il existe également sur le terrain Maç.: une grande analogie de vues et une certaine parenté intellectuelle, qui font sentir le besoin d'un échange d'idées direct et permanent. On conçoit à peine par quelles raisons cette union si désirable de part et d'autre n'a point encore été réalisée.

Une correspondance a bien été échangée pendant la seconde période administrative de L'ALPINA, mais comme elle ne reposait que sur des relations privées des deux Grands Secrétaires, elle a dû cesser quand le Grand-Orient a été transféré à Lausanne, et que la différence des langues a mis obstacle à la continuation de cet échange de communications.

Le Conseil Admin. . actuel en est d'autant plus reconnaissant au Conseil fédéral de la Grande-Loge voisine, pour l'initiative qu'il a prise le 20 Novembre dernier en offrant à L'ALPINA la création de rapports réciproques de représentation. Il est convaincu que toutes les LL. . de l'Union suisse tendront la main avec plaisir à cette excellente Grande-Loge, qui nous a déjà donné tant de preuves de son activité et de son intelligence claire de la situation.

Il propose en conséquence la résolution suivante :

La Grande-Loge ,

Vu l'art. 11, lettre e, du Pacte social ;

décète :

1. Il sera établi des rapports réciproques de représentation avec la Grande-Loge maç. . dite « AU SOLEIL, » Or. . de Bayreuth.

2. Le Conseil Admin. . est chargé de l'exécution du présent décret.

Aarbourg, le 14 Avril 1870.

Pour le Conseil Administratif :

Le Grand-Secrétaire : BOHNENBLUST.

VIII.

Rapport et propositions sur des rapports réciproques de représentation à établir entre le Grand-Orient d'Italie, à Florence, et la Grande-Loge suisse Alpina.

Ce n'est pas pour la première fois que la question de rapports plus intimes à établir entre L'ALPINA et le Grand Orient d'Italie paraît dans les tractanda de notre Grande-Loge; les J.°. et P.°. LL.°. de notre Union, de même que les Resp.°. FF.°. qui veulent s'en occuper plus spécialement pourront puiser des renseignements complets sur les délibérations y relatives, soit dans les tractanda des XII^e et XIII^e tenues de Grande-Loge à Lausanne et à Berne, soit dans les protocoles de ces réunions.

Cette question ne paraît neuve qu'en ce sens que la demande pour l'établissement de rapports réciproques plus intimes était partie précédemment d'un Grand-Orient à *Turin*, tandis qu'elle nous vient maintenant de la Grande-Loge d'Italie, qui réside à *Florence*.

Nous esquisserons d'abord à grands traits les changements historiques survenus dans la Maç.°. italienne depuis l'année 1861 jusqu'à ce jour, après quoi nous examinerons la question de savoir si les motifs qui avaient engagé alors la Grande-Loge ALPINA à repousser

cette demande subsistent encore, ou si, au contraire, la Grande-Loge d'Italie remplit les conditions que le Conseil Admin. de même que la Grande-Loge avait dû mettre à la création de rapports réciproques de représentation entre les deux Grands Orients. Pour des renseignements plus complets que ceux que nous pouvons fournir ici, nous renvoyons à la livraison de Mars dernier du *Bulletin du Grand-Orient de France*, p. 29, et au XXVI^e volume de la *Latomia*, p. 223, ainsi qu'au XXVII^e volume de la même publication, p. 207-214.

Comme nous l'avons dit, c'est l'offre faite en Octobre 1862 par le T.°. Resp.°. Grand-Maitre, F.°. Cordova, offre accompagnée des pièces constatant la constitution d'un Grand-Orient d'Italie, à Turin, qui ont occupé à cette époque le Conseil Admin. et la Grande-Loge. Le Conseil Admin. recula devant un préavis affirmatif à présenter à la Grande-Loge, et cela pour deux motifs : en premier lieu parce que plusieurs articles des Statuts de cette corporation, et surtout les débats relatifs à ces articles, tels que les mentionnaient les procès-verbaux, devaient faire admettre que la Maç. italienne s'était réservé la liberté de donner une certaine impulsion aux questions politiques; en second lieu parce que l'art. 8 des dits Statuts donnaient à la Grande-Loge le droit de créer des LL. sur tous les points du globe.

D'accord avec la manière de voir du Conseil Admin. la Grande-Loge ALPINA prit la résolution suivante dans la Conférence de Grande-Loge du 15 Novembre 1862 :

« La Grande-Loge ALPINA ne reconnaitra pas officiellement le nouveau Grand-Orient d'Italie aussi longtemps qu'il n'aura pas modifié les points suivants ou fourni des explications plus complètes à cet égard :

a. Reconnaissance du fait que l'alliance Maç.° est fondée sur le principe de la liberté de conscience.

b. Assurance que la F.° M.° italienne restera en dehors des questions politiques et religieuses, ainsi que de leur discussion, comme le veulent les traditions de l'Ordre.

c. Certitude que cette autorité renonce au droit de créer ou de diriger des LL.° à l'étranger et en particulier sur le territoire suisse, de même que partout où il existe dans le pays une autorité Maç.° régulière. »

Lors de la réunion suivante de la Grande-Loge à Berne, en Août 1864, le Conseil Admin.° fut en mesure d'annoncer que le T.° Resp.° Grand-Maitre, F.° Cordova, s'était déclaré complètement d'accord sur ces propositions, dans une missive tout à fait rassurante, et qu'il s'était placé au même point de vue élevé et indépendant de toute lutte de partis; mais dans l'intervalle l'organisation de la Maç.° italienne avait subi une modification à laquelle on ne s'était point attendu.

Une assemblée de Fr.° Maç.° tenue à Florence, du 1^{er} au 5 Août 1863, avait cherché à concilier les différentes prétentions locales pour le siège du Grand-Orient et à neutraliser les diverses corporations. Cette tentative avait donné lieu à des luttes si vives, que le Grand-Maitre Cordova et tous les Grands-Dignitaires, à l'exception du 1^{er} Grand-Surv.°, avaient donné leur

démission et avaient dû être remplacés provisoirement par un Comité de 5 membres. Un Congrès des M. : en Ch. : et des délégués de toutes les LL. : italiennes avait été convoqué à Turin en Décembre 1863, afin de donner une base solide à la Maç. : de la jeune Italie et de la placer sous un système unique, mais à l'époque où L'ALPINA fut appelée à s'occuper pour la seconde fois de ses relations avec l'Italie, cet essai avait échoué. Tous les Grands-Dignitaires de la Grande-Loge de Turin s'étaient retirés et les M. : en Ch. : des trois LL. : PROGRESSO, CAVOUR et AUSONIA avaient pris provisoirement la direction du Grand-Orient pour convoquer toutes les LL. : d'Italie à une nouvelle assemblée générale à Turin.

Tous ces faits avaient été communiqués avec beaucoup de soin par le Grand-Maitre, le T. : Resp. : F. : Meystre, à la Grande-Loge ALPINA, lorsqu'elle fut appelée à s'en occuper pour la première fois, le 29 Août 1864, à Berne, et la seule décision que pouvait prendre cette Grande-Loge était d'adopter les propositions du Conseil Admin. :, ainsi conçues :

« La reconnaissance du Grand-Orient de Turin est » ajournée, en présence de la crise par laquelle passe » la Maç. : italienne, et cela jusqu'à ce qu'on ait une » connaissance certaine qu'un esprit vraiment M. : se » fait jour dans son sein et se maintient dans la pratique. »

Voyons maintenant comment s'est développée depuis lors la Maç. : italienne !

Avant l'époque de laquelle nous partons, l'Italie comptait 4 corporations maç. : : 1° Le Grand-Orient

de Florence, comprenant plus de 150 LL. ; 2° le Suprême Conseil, à Palerme, sous l'obédience de laquelle se trouvaient quelques LL. en Sicile et 6 LL. sur le continent italien, dont plusieurs n'étaient pas en activité ; il appartenait au rite écossais et son Gr. M. était Garibaldi ; 3° la Grande-Loge de Milan, sous la direction distinguée du F. Franchi et comprenant 7 à 8 LL. ; 4° le Suprême Conseil Central, à Palerme, avec un petit nombre de LL. du rite écossais.

Les Présidents des deux premières Grandes-Loges invitèrent toutes les LL. d'Italie à prendre part à un Congrès général, qui eut lieu à Naples en 1867 et auquel un tiers des LL. italiennes à peu près se trouvèrent représentées. Bien qu'en suite des négociations entamées à cette occasion on n'ait pas réussi à réunir les diverses corporations Maç. de l'Italie, il n'en est pas moins résulté une impulsion importante pour l'amélioration de l'état de la Maç. dans ce pays et bon nombre d'éléments impropres ont été écartés. Le Grand-Orient actuel, à Florence, a surgi de ses efforts, et ceux qui le dirigent sont encore ceux qui furent élus en 1867, à l'exception des FF. Cordova et Natoli, qui sont passés à l'Or. céleste. Si l'on veut une preuve que cette nouvelle corporation renonce sérieusement aux luttes politiques, on peut, sans parler de sa constitution, la trouver dans le fait que non-seulement le Grand-Maitre a donné à plusieurs reprises des assurances formelles à cet égard, mais que de plus la L. CONCORDIA, à Florence, a été exclue pour avoir publié une circulaire politique.

Dans l'introduction aux principes de la Grande-Loge

actuelle de Florence, le but de la Maç.[°] est indiqué de la manière suivante : « Le maintien et le développement de la science, de la liberté, du travail, de la fraternité et des devoirs réciproques de tous les hommes. » La maxime du Maç.[°] et des LL.[°] est : « Fais ce que dois, advienne que pourra. »

A l'art. 4 des prescriptions pour le travail à l'intérieur des LL.[°] il est dit : « Le domaine dans lequel doit se mouvoir la Maç.[°] est élevé au-dessus de toute occupation relative à ce qui dépend des passions humaines, et par conséquent au-dessus de toutes les questions politiques et religieuses; la Maç.[°] est universelle et divine. »

Le Grand-Orient actuel d'Italie proclame la liberté complète des rites; on peut en être membre si l'on a atteint le grade de Maître. Toutefois, la grande majorité des LL.[°] a adopté en commun le rite écossais; le Suprême Conseil dogmatique, qui est à la tête de cette organisation, n'en reconnaît pas moins l'autorité administrative du Grand-Orient. Il est évident qu'en adoptant cette organisation contrairement aux principes invoqués par ceux qui avaient pris l'initiative de ces négociations, on a voulu faire une concession, devenue nécessaire pour conserver dans l'alliance les FF.[°] MM.[°] de l'Italie méridionale.

La Grande-Loge d'Italie compte actuellement 150 LL.[°] et s'est déjà fort étendue en dehors du territoire italien. Elle a 1 L.[°] à Trieste, 6 LL.[°] dans la Turquie d'Europe, 1 en Grèce, 1 à Smyrne, 8 en Afrique et 5 en Amérique.

Dans cet état de choses il s'agit de savoir si les scru-

pules formulés à diverses reprises par L'ALPINA contre la création de rapports plus intimes avec cette Grande-Loge se trouvent écartés, et, sauf en ce qui concerne le dernier point, c'est-à-dire la formation de LL.°. en dehors du territoire italien, on peut répondre affirmativement à cette question. Le Conseil Admin.°. estime néanmoins que la prétention formulée à cet égard par la Conférence de Grande-Loge du 15 Novembre 1862 excède les bornes de ce que réclame l'intérêt de L'ALPINA. On ne voit pas trop par quel motif on exigerait du Grand-Orient d'Italie qu'il renonce au droit de fonder des LL.°. à l'étranger, alors que notre Grande-Loge se trouve en relation avec un certain nombre de Grands-Orients auxquels on n'a jamais posé une condition de ce genre, bien qu'ils aient pris beaucoup plus d'extension que le Grand-Orient d'Italie. Si, par contre, cette condition n'a d'autre but que d'empêcher le dit Grand-Orient de créer des LL.°. sur territoire suisse, il suffira de s'entendre avec lui pour l'adoption d'un mode de vivre basé sur le principe de la réciprocité, et qu'il ne repoussera certainement pas.

Enfin, si quelques JJ.°. et PP.°. LL.°. conservaient encore, malgré cet exposé, des doutes sur la manière dont on comprend les devoirs maç.°. dans cette Grande-Loge, les relations que cette dernière entretient avec des Grandes-Loges allemandes, qui étaient, du moins en partie, les plus anxieuses à cet égard, prouvent que l'état dans lequel elle se trouve en ce moment est favorablement apprécié dans ces Grandes-Loges.

La Grande Loge d'Italie, à Florence, a des rapports de représentation : avec la Grande-Loge de Hambourg,

avec la Loge Mère nationale prussienne aux Trois-Globes, avec la Grande-Loge Royal-York à Berlin, avec la Grande-Loge nationale de Saxe, avec la Grande-Loge de l'Alliance éclectique de Francfort, et elle entretient en outre des relations du même genre avec le Grand-Orient de France et un certain nombre de Grands-Orients d'outre-mer. La décision prise à l'unanimité par la Diète des Grands-Maitres qui a eu lieu à Dresde le 16 Mai 1869, montre combien les Grands-Orients allemands que nous venons de citer sont résolus à sauvegarder consciencieusement l'activité spécifique de la Fr.: Maç.: Cette décision porte « qu'on laissera inter- » rompus les rapports avec le Grand-Orient de Belgi- » que aussi longtemps que cette Grande-Loge n'aura » pas rétabli l'article de ses Statuts qui interdit aux » LL.: Maç.: de se mêler d'affaires politiques et reli- » gieuses. » Les mêmes Grandes-Loges dont les Grands-Maitres se sont prononcés de cette manière à l'égard de la Belgique n'ont trouvé aucun sujet de procéder de la sorte vis-à-vis de l'Italie; on peut donc admettre que toute défiance à ce propos doit s'être évanouie dans le pays républicain qui avoisine l'Italie.

Basé sur le rapport qui précède, le Conseil Admin.: fait à la Grande-Loge la proposition suivante :

La Grande-Loge ALPINA donnera suite à la demande amicale du T.: Resp.: Grand-Orient d'Italie, à Florence, en ce sens que le Conseil Admin.: est chargé d'établir, au nom de la Grande-Loge, des rapports de représentation entre les deux Grands-Orients, étant admis que le Grand-Orient d'Italie ne verra pas d'inconvénient à ce qu'on exclue réciproquement, par voie

de convention, le droit de fonder des LL.°. symboliques sur le territoire national de l'autre Grand-Orient.

Aarbourg, le 14 Avril 1870.

Pour le Conseil Administratif :

Le Grand-Secrétaire : BOHNENBLUST.

B.

Affaires sur lesquelles on votera individuellement.

I.

Rapport et propositions sur l'élaboration d'un rituel commun facultatif pour les JJ.° et PP.° LL.° de l'Union suisse.

La question de la création d'un rituel commun facultatif pour les LL.° de l'Union suisse paraît pour la troisième fois sur les tractanda de la Grande-Loge ALPINA.

En 1866, à la demande des JJ.° et PP.° LL.° la CONSTANCE, Or.° de Vevey, et la PERSÉVÉRANCE, Or.° de Genève, elle fut portée sur les tractanda de la Grande-Loge de Zurich.

Dans la tenue de Grande-Loge qui eut lieu à Zurich

le 6 Octobre 1866, le Conseil Admin. fut chargé d'instituer une Commission en vue de préparer un projet de ce genre et de soumettre à la Grande-Loge le résultat de ses travaux.

Dès la XV^e tenue de Grande-Loge, du 27 Octobre 1867, à l'Or. de Berne, le T. Resp. Grand-Maitre F. Gelpke annonça déjà à l'assemblée qu'il avait achevé ce travail difficile et qu'une Commission avait été chargée de l'examiner.

Enfin, le 23 Août 1868, le travail entièrement terminé fit l'objet des délibérations de la Conférence de Grande-Loge, mais les opinions furent très-partagées, les uns trouvant que le projet tendait à porter atteinte à l'enseignement Maç. par un amoindrissement des symboles, et les autres qu'il ne reliait pas assez bien entre eux les trois grades. On affirmait aussi que le symbolique n'était pas absolument nécessaire à la Fr. Maç., et l'on en concluait qu'il fallait simplifier les rituels.

On concluait à ce qu'un nouveau pas fût fait dans cette voie et à ce que les JJ. et PP. LL. fussent invitées à procéder à un examen pratique des rituels dans les trois grades. L'assemblée décida *« l'ajournement »* pur et simple à une grande majorité.

Cette décision doit signifier que les Resp. LL. ont, après un nouvel examen de ce travail au double point de vue de la théorie et de la pratique, à se prononcer définitivement sur la question de savoir si elles veulent donner suite d'une manière quelconque à l'initiative prise, et, en cas d'affirmative, à s'entendre à cet égard.

Partant de cette idée, le Conseil Admin. actuel a

mis de nouveau la main à l'œuvre, et, dans sa circulaire n° 45, du 16 Juin 1869, il a fait ressortir la nécessité pour les JJ. et PP. LL. de se prononcer définitivement à ce sujet, dans la supposition que leur décision sur *la prise en considération* ou *l'abandon* du projet ne souffrira pas de difficulté, par la raison que celles des LL. qui désirent un rituel commun trouveront là le moyen de l'obtenir, toutes les modifications pouvant d'ailleurs être apportées au projet proposé, et qu'on ne peut attendre de celles qui tiennent essentiellement à leurs rituels qu'elles adoptent un rituel commun.

Comptant obtenir par ce moyen une solution du problème, le Conseil Admin. a posé les questions suivantes aux LL., dans sa circulaire précitée, qui exprimait en même temps la conviction que le Conseil Admin. pourrait ensuite *présenter et motiver des propositions à la Grande-Loge sur cet objet* :

1. L'élaboration d'un rituel commun facultatif est-elle nécessaire ou désirable ?
2. En cas d'affirmative, le projet présenté paraît-il suffisant et convenable ?
3. Quelles modifications proposerait-on d'y apporter au cas où l'on désirerait l'élaboration d'un rituel de ce genre, mais où l'on trouverait le projet insuffisant ?

Cette circulaire, transmise à toutes les LL. de l'Union suisse le 16 Juin 1869, a eu ce résultat auquel on ne pouvait s'attendre et que regrette vivement le Conseil Admin., que trois réponses seulement sont parvenues jusqu'à ce jour, tandis qu'on devait espérer que ce travail très-pénible et très-méritoire de notre

T.°. Resp.°. ancien Grand-Maitre aurait été généralement accueilli avec intérêt.

La J.°. et P.°. L.°. AMITIÉ ET PERSÉVÉRANCE, Or.°. de Bâle, a répondu que l'introduction d'un rituel commun, même facultatif, ne lui paraît actuellement ni désirable ni opportune, parce qu'elle a appris de divers Atel.°. que les uns n'ont pas trouvé dans le projet ce qu'ils désiraient conserver et que d'autres, au contraire, voudraient en voir éliminer telle ou telle partie. Cette L.°, quant à elle, en reste volontiers à son rituel actuel, auquel elle ne se propose d'apporter que quelques modifications touchant à la forme, dans le III^e grade. Elle pense, du reste, qu'on pourrait avec avantage opérer une entente entre les LL.°. de l'Union suisse quant au mode de procéder sur plusieurs points principaux, comme on l'a déjà fait observer dans les tractanda de la Grande-Loge de Genève et dans leur supplément.

La J.°. et P.°. L.°. ESPÉRANCE, Or.°. de Berne, n'estime pas non plus qu'il soit nécessaire d'éditer un rituel commun facultatif; mais elle croit que jusqu'à un certain point cela pourrait être désirable. Relativement au projet lui-même, elle ne veut pas entrer en matière, parce que le mouvement réformiste n'est pas encore terminé et qu'il se présente encore de nouveaux projets de rituels; elle croit donc devoir attendre que les idées relatives à une réforme soient devenues plus claires qu'elles ne sont.

La J.°. et P.°. L.°. MODESTIA CUM LIBERTATE, Or.°. de Zurich, s'abstiendra d'influer sur le résultat du vote par un jugement sur le fond de la question, et pour le

cas où le rituel serait adopté, elle se réserve de le soumettre à un examen pratique.

Eu égard à l'absence d'autres rapports et au peu d'assurance que témoignent ceux que nous avons reçus nous pouvons admettre qu'on n'est que médiocrement disposé à adopter le projet de rituel. Or, comme la reconnaissance officielle de ce projet et les démarches à faire pour qu'il soit introduit facultativement dans les LL. ., entraînent sa publication aux frais de la Grande-Loge, le Conseil Admin. . peut d'autant moins présenter une proposition dans ce sens, qu'aux termes du Pacte social c'est à chaque L. . de l'Union suisse qu'il appartient de déterminer elle-même son rituel, sous réserve de l'approbation du Conseil Admin. ., de sorte que sans avoir à recourir à une décision de la Grande-Loge tout Atel. . peut faire directement une démarche auprès du Conseil Admin. . pour échanger son rituel contre le projet de rituel commun, démarche qui, dans les circonstances actuelles, équivaldra à une simple formalité.

En conséquence, le Conseil Admin. . fait à la Grande-Loge la proposition suivante :

1. La Grande-Loge exprime ses remerciements fraternels au T. . R. . Grand-Maitre Gelpke pour son travail pénible et méritoire, ainsi qu'à tous les Resp. . F. . qui ont pris part aux délibérations à ce sujet.

2. La Grande-Loge ne donne pas sa sanction à ce projet de rituel et elle ne fera, en ce qui la concerne, aucune démarche pour l'introduire dans les LL. . de l'Union suisse ; par contre, il est loisible à chacune de

ces LL. de le mettre en application aux conditions prescrites par le Pacte social.

Aarbourg, le 14 Avril 1870.

Pour le Conseil Administratif :

Le Grand-Secrétaire : BOHNENBLUST.

II.

Rapport et propositions concernant la collection des anciens documents de la Fr. Maç. suisse.

Les tractanda de la XVI^e tenue de Grande-Loge renferment sous ce titre une motion qui tendait à ce que le prochain Conseil Admin. fût chargé d'inviter toutes les LL. de la Suisse à déposer dans les Archives de L'ALPINA les anciens documents qu'elles possèdent ou des copies de ces documents.

Cette motion était incontestablement dictée par l'intérêt qu'a la Maç. suisse à acquérir une connaissance complète des actes qui peuvent avoir pour elle une certaine valeur historique; mais elle s'appuyait sur le droit qu'aurait la Grande-Loge ALPINA de réclamer ces communications, droit que lui auraient transmis les anciens Grands-Orients suisses en même temps que leurs pouvoirs.

Elle n'a pas fait, dans la Grande-Loge de Genève,

l'objet d'une discussion, qui aurait fourni aux députations des JJ. et PP. LL. l'occasion d'émettre leur manière de voir : elle a été sommairement renvoyée au nouveau Conseil Admin. .

Bien que ce dernier ne soit pas d'accord quant au droit sur lequel on s'était appuyé dans les précédents tractanda, il apprécie les efforts qui seraient faits en vue de compléter les Archives de la Grande-Loge au moyen des documents pouvant offrir quelque intérêt pour les recherches historiques sur la Maç. suisse. Partant de ce point de vue et sans se prononcer sur la motion du précédent Conseil Admin. ., il a, par circulaire du 16 Juin 1869, demandé à toutes les LL. de l'Union suisse :

1° Si elles possèdent des actes ou documents quelconques des anciennes autorités supérieures en Suisse ?

2° Si, au cas où elles posséderaient des actes de ce genre, elles reconnaissent à L'ALPINA le droit d'en exiger la centralisation, c'est-à-dire le dépôt dans les Archives du Conseil Admin. . ?

3° Si elles seraient disposées à confier volontairement au Conseil Admin. . des copies de ces actes ou documents historiques pour les Archives de L'ALPINA ?

Trois JJ. et PP. LL. ont répondu à ces questions.

La J. et P. L. AMITIÉ ET PERSÉVÉRANCE, Or. de Bâle, a répondu qu'elle ne possède aucun document de ce genre. Elle estime qu'il est à désirer que ceux qui ont à leur disposition des copies de ces pièces les déposent dans les Archives de la Grande-Loge ; mais elle

ne reconnaît pas à L'ALPINA le droit de réclamer les copies ni les originaux.

La J. . et P. . L. . ESPÉRANCE, Or. . de Berne, a répondu qu'elle possède les Archives de la Grande-Loge nationale suisse. Elle ne peut concéder à L'ALPINA le droit d'exiger la remise de ces documents, mais elle est prête à transmettre au Conseil Admin. . des copies de la correspondance relative aux négociations qui ont eu lieu pour la création d'une alliance générale des LL. . suisses. Ces copies devraient être faites à Berne sous la surveillance de la L. . et aux frais du Conseil Admin. .

La J. . et P. . L. . MODESTIA CUM LIBERTATE déclare qu'elle n'en a jamais possédé, et que ses Archives se composent uniquement de pièces concernant les trois grades de St-Jean, qui sont intimément liées à son propre développement historique et ne peuvent, par conséquent, être sorties de ses Archives.

Il résulte de cette réponse que les Archives de l'ancien Directoire du rite écossais rectifié, à Zurich, n'ont jamais été remises à cette L. ., ce qui est fort compréhensible quand on songe que le dit Directoire faisait partie d'un Ordre qui, d'après sa constitution, ne considérait et ne traitait les LL. . de St-Jean que comme de simples « *pépinières*. »

En conséquence de ce qui précède, le Conseil Admin. . fait à la Grande-Loge la proposition suivante :

1. Il ne sera pas donné suite à cette affaire.
2. Il est loisible au Conseil Admin. . de faire auprès des LL. . les démarches qu'il jugera conveables, mais sans invoquer un droit, quand il croira pouvoir, au

moyen des Archives de ces LL.·., compléter les documents de la Grande-Loge d'une manière utile pour les recherches historiques.

Aarbourg, le 14 Avril 1870.

Pour le Conseil Administratif :

Le Grand-Secrétaire : BOHNENBLUST.

III.

Rapport et propositions sur la motion de la J.·. et P.·. L.·. la Constance, à l'Or.·. d'Aubonne, pour la création d'un établissement maç.·. de bienfaisance.

Parmi les dons déposés sur l'autel dans la tenue solennelle de Grande-Loge de Genève, du 25 Août 1868, figure une somme de 50 fr., que la J.·. et P.·. L.·. la CONSTANCE, à l'Or.·. d'Aubonne, a destinée à la création d'un établissement maç.·. de bienfaisance, et qui, à cette époque, a été remise entre les mains du T.·. Resp.·. Grand-Trésorier. Cette somme est provisoirement placée à intérêts, mais la Grande-Loge est appelée à décider si elle se propose de poursuivre un jour ce but et de réunir et d'administrer un fonds à cet effet, parce qu'elle ne peut, en acceptant purement et simplement l'obligation dont il s'agit, résoudre une question qui n'est jamais

parvenue à sa solution dans le sein de la Grande-Loge, malgré des délibérations réitérées.

Cette pensée, qui, certes, doit avoir beaucoup d'attraits pour un Maç., alors même qu'il n'en croirait pas l'application adaptée aux circonstances dans lesquelles nous nous trouvons, cette pensée a été chaudement appuyée par le F. . Lamazure, de l'Or. . de la Chaux-de-Fonds, dans la deuxième réunion de L'ALPINA à peine constituée ; mais, le 28 Juillet 1846, la Grande-Loge a décidé de ne pas y donner suite, et cela par divers motifs invoqués à cette époque.

Six années plus tard, les JJ. . et PP. . LL. . ESPÉRANCE ET CORDIALITÉ, à l'Or. . de Lausanne, et LES AMIS, à l'Or. . de Morges, ont de nouveau mis en avant cette idée, et, dans leurs lettres du 3 Juin et du 9 Septembre 1852, elles ont proposé au Conseil Adm. . *qu'un fonds de secours en faveur des FF. . nécessiteux, ainsi que de leurs veuves et de leurs orphelins, fût institué par les LL. . suisses et que la participation à ce fonds fût obligatoire.*

Cette motion fut portée aux tractanda de la sixième tenue de Grande-Loge, qui eut lieu à Bâle en Octobre 1853, et les LL. . donnèrent les instructions nécessaires à cet égard. Dans la Grande-Loge du 10 Octobre 1853, la proposition tendant à ce qu'il ne fût pas entré en matière, fut adoptée par 15 voix contre 14 ; par contre, on recommanda la création de caisses maç. . de secours à celles des LL. . qui n'en possédaient pas encore.

Après que le Grand-Orient eut passé à Lausanne, une question analogue fut portée, par l'initiative du Conseil Adm. ., sur les tractanda de la neuvième Grande-Loge

à Lausanne, et discutée dans la réunion du 24 Octobre 1858. Cette proposition tendait à la création d'un fonds qui devait être géré par le Grand-Trésorier, et destiné à fonder *un établissement d'éducation et d'instruction pour les orphelins et les enfants abandonnés, à quelque Confession qu'ils appartenissent*, aussitôt que le capital serait jugé suffisant.

Les délibérations sur ce sujet n'aboutirent qu'à un *ajournement*.

Les débats qui eurent lieu de nouveau dans la 10^e tenue de Grande-Loge, du 30 Septembre 1860, à Bâle, n'eurent pas non plus de résultat définitif.

Les tractanda de la onzième tenue de Grande-Loge, à Neuchâtel, renferment une nouvelle proposition du Conseil Adm. Cette proposition modifiait sensiblement la précédente sous le rapport de *l'emploi* du fonds projeté, et répondait aux observations faites dans les délibérations. Le fonds de bienfaisance ne devait plus, d'après cette motion, être employé que pour la création d'un *établissement d'éducation en faveur des veuves et des orphelins de maçon. suisses*.

Une longue et intéressante discussion s'éleva à ce sujet dans la tenue de Grande-Loge qui eut lieu à l'Or. de Neuchâtel, le 27 Octobre 1861 ; les députations de Zurich, de Vevey, de Neuchâtel, de Fribourg, d'Aarau, de Berne et de l'UNION DES CŒURS, de Genève, y prirent part dans le sens du rejet de la proposition, tandis que les députations du TEMPLE UNIQUE et des LL. de Bâle et de Lausanne appuyèrent le projet présenté par le Conseil Admin. La décision fut ajournée de nouveau.

A l'expiration de ses fonctions, le Conseil Admin.

de Lausanne décida, le 7 Septembre 1862, en préparant les tractanda de la douzième tenue de Grande-Loge, qu'il ne présenterait aucun des objets ajournés dans la dernière assemblée, afin de laisser la main libre à la future administration, et depuis cette époque il n'a plus été question de l'institution maç. de bienfaisance.

Il résulte clairement de ce qui précède que le Conseil Admin. ne pouvait pas accepter et administrer sans rien dire le don fait par la J. et P. L. la CONSTANCE dans la tenue de Grande-Loge à Genève, avec la condition attachée à ce don, la Grande-Loge ayant délibéré à plusieurs reprises sur l'objet même de cette condition sans pouvoir arriver à un résultat définitif.

Du reste, la création d'un établissement maç. de bienfaisance est une question qui doit être examinée avec beaucoup de soin et à tous les points de vue. Le Conseil Admin. se serait, par conséquent, attiré un reproche s'il avait préjugé cette question en acceptant sans mot dire un don auquel se trouvait attachée une condition de ce genre. Il est indispensable, à son avis, que la Grande-Loge décide si elle accepte, *avec la condition imposée*, le don fait dans la tenue solennelle de Grande-Loge du 23 Août 1868 par la J. et P. L. la CONSTANCE, et quelles dispositions il convient de prendre quant à sa gestion et à son emploi.

Le Conseil Admin. ayant, aux termes du Pacte, à présenter à la Grande-Loge non point une question seulement, mais bien une proposition motivée, il se demande tout d'abord si, dans les circonstances actuelles, on peut songer à entrer de nouveau en discussion sur

la création d'un établissement maç.^{..} de bienfaisance commun aux LL.^{..} suisses, et il doit avouer qu'il n'a guère de confiance dans l'heureuse issue d'un débat de ce genre au moment où notre loi fondamentale se trouve mise en question par une demande de révision. C'est pourquoi il se borne à proposer la décision suivante :

La Grande-Loge,

Considérant qu'au nombre des offrandes déposées sur l'autel dans la tenue de Grande-Loge qui a eu lieu à Genève le 23 Août 1868, se trouve un don de 50 fr. fait par la J.^{..} et P.^{..} L.^{..} la CONSTANCE, Or.^{..} d'Aubonne, à la condition qu'il serait consacré à la fondation et à l'entretien d'un établissement maç.^{..} de bienfaisance;

Considérant qu'en acceptant ce don la Grande-Loge prendrait l'engagement de remplir la condition que le donateur a attachée à son offrande, tandis qu'elle n'est pas certaine actuellement de pouvoir jamais satisfaire à cet engagement;

décète :

1. La dite offrande de 50 fr. sera provisoirement placée à intérêts par les soins du Grand-Trésorier, qui la gérera jusqu'à ce que la Grande-Loge puisse en disposer dans le sens de sa destination.

2. Il est loisible à la J.^{..} et P.^{..} L.^{..} LA CONSTANCE de retirer cette somme avec les intérêts, dès qu'elle estimera qu'il n'est pas assez certain ou probable que la condition qu'elle a posée vienne à être remplie.

Aarbourg, le 14 Avril 1870.

Pour le Conseil Administratif,

Le Grand-Secrétaire : BOHNENBLUST.

IV.

Election d'un membre du Conseil Admin.:

Le Conseil Admin.: et la J.: et P.: L.: la FIDÉLITÉ FRATERNELLE, à Aarau, ont à regretter la perte du B.: A.: F.: Charles Sauerländer, passé à l'Or.: céleste après sa nomination comme membre du Conseil Admin.: et l'avant-veille de la première séance de cette autorité. La Grande-Loge ayant à procéder à son remplacement, le Conseil Admin.: a prié le T.: Resp.: Grand-Maitre de bien vouloir faire procéder à l'élection complémentaire à teneur de l'art. 18 du Pacte social.

Aarbourg, le 14 Avril 1870.

Pour le Conseil Administratif,

Le Grand-Secrétaire : BOHNENBLUST.

V.

Proposition relative à la perception et à l'emploi de cotisations communes dans un but de bienfaisance.

Depuis sa constitution, la Grande-Loge suisse a constamment rempli le beau devoir de la bienfaisance d'après

la coutume maç.^{..}, et elle ne clôra jamais ses travaux sans accomplir une œuvre de charité. Néanmoins, la pratique actuelle a donné lieu à certains faits dont il est bon de parler dans l'intérêt de notre propre activité maç.^{..}, afin d'adopter pour l'avenir, par une libre entente des Loges, le mode à suivre le plus convenable.

En premier lieu, bien des Loges ont regretté dans certains cas de voir l'offrande commune trop divisée; elles portaient de l'idée qu'un sacrifice commun doit avoir une destination unique et ne doit pas être partagé en petits dons d'après les sympathies de quelques parties de l'assemblée. On peut, en effet, objecter à ce mode de procéder que lorsque l'assemblée des maç.^{..} suisses se réunit pour accomplir une œuvre commune de bienfaisance, cette œuvre doit consister en un notable sacrifice fait en vue d'un grand besoin, reconnu par tous les FF.^{..}, parce que les propositions présentées à cet égard par les LL.^{..} ne peuvent être dirigées que vers un but pour lequel une offrande particulière même considérable ne sera toujours qu'une obole, par rapport à l'importance du besoin.

Si donc nous renonçons au partage tel qu'il a été fait dans certains cas, et qui témoigne bien moins d'une volonté d'ensemble des maç.^{..} suisses que d'une conciliation conventionnelle de manières de voir et de vœux différents, nous montrerons que nous sommes capables d'avoir cette volonté d'ensemble en sacrifiant les vœux particuliers, et nous écarterons les rivalités choquantes pour bien des FF.^{..} quant à l'emploi des offrandes, ou du moins nous ne les laisserons se produire que lorsqu'on y sera conduit par de puissants motifs permettant

même aux FF. : les plus éloignés de se prononcer en faveur d'une proposition.

Le Conseil Admin. : croit donc aller au devant des intentions de bien des Loges en engageant la Grande-Loge à adopter pour l'avenir le principe d'après lequel toutes les offrandes seront *indivisibles* quant à leur emploi.

Un second changement au mode suivi jusqu'à présent et que nous devons également recommander, consisterait à faire procéder au dépôt des offrandes avant qu'il soit pris une décision sur leur emploi. D'abord, le résultat de la collecte peut, dans un cas donné, exercer une influence décisive sur la destination de la somme, et en outre on écarte ainsi l'influence des considérations et des dispositions particulières, sur le chiffre des dons, influence qui peut s'exercer sur chaque députation en suite du vote sur l'emploi de l'offrande. Il serait d'autant plus convenable d'agir de cette façon, que d'ordinaire les LL. : fixent le montant de leur participation à la collecte sans y mettre aucune condition, et que toute modification apportée à ce chiffre par suite d'une impression du moment, est de nature à apporter du trouble dans la coopération cordiale de tous à l'œuvre commune.

Le Conseil Admin. : propose, en conséquence, à la Grande-Loge de décider :

« Qu'à l'avenir, l'offrande commune sera recueillie
 » avant qu'il ait été pris une résolution sur son emploi
 » et qu'elle sera toujours consacrée, sans être divisée,
 » à l'emploi qui aura été désigné par la majorité des
 » LL. : représentées. »

Relativement à la destination de l'offrande de la prochaine tenue de Grande-Loge, le Conseil Admin. propose de destiner les fonds recueillis, à la famille du B. A. F. Gottfried-Louis Théobald, professeur, à Coire, et ancien II^e surv. de la J. et P. L. LIBERTAS ET CONCORDIA. Ce F. est passé à l'Or. céleste l'année dernière.

Le Conseil Admin. ne croit pas nécessaire de motiver cette proposition, la L. LIBERTAS ET CONCORDIA ayant déjà fait ressortir auprès de ses sœurs LL. non-seulement les excellents services rendus par ce F., aussi bien à la science qu'à son Canton, auxquels il a consacré sa vie, mais encore le dénuement absolu de sa famille. Déjà plusieurs LL. ont envoyé des dons pour venir en aide à cette dernière.

Si, d'une manière générale, notre Alliance tient à honneur de prendre part aux témoignages de gratitude envers des FF. qui ont bien mérité d'elle, elle doit le faire d'autant plus dans le cas particulier, où il s'agit non-seulement d'une marque de vénération, mais encore d'un acte de bienfaisance que la famille accueillera et bénira comme une réponse fraternelle au dernier soupir plein d'inquiétude de notre F. défunt.

Il va sans dire, d'ailleurs, que nous n'entendons point empiéter sur le droit de chaque L. de faire des propositions pour l'emploi des offrandes. Le Conseil Admin. prie, au contraire, tous les Atel. qui auraient une proposition à présenter à cet égard, de bien vouloir la transmettre au F. Grand-Secrétaire, 15 jours *au plus tard* avant la réunion de la Grande-Loge, afin

qu'elle puisse être encore communiquée à toutes les autres LL.

Aarbourg, le 14 Avril 1870.

Pour le Conseil Administratif,

Le Grand-Secrétaire : BOHNENBLUST.



SUPPLÉMENT AUX TRACTANDA

MAI 1870



ad. A.

(Pour les instructions à donner par les Loges.)



IX.

Rapport et propositions sur une demande tendant à ce que l'Alpina reconnaisse une Société de F. Maç. dans le Valais.

Sous la date du 20 Avril 1869, le T. Resp. G. M. a reçu une lettre signée : Au nom du comité de la Société les AMIS DU VALAIS, le Président, F.-J. Meyer ; le Secrétaire, Ringeisen.

Cette lettre est ainsi conçue :

« Ainsi que l'expliquaient nos planches des 19 Février

et 14 Mars 1868, adressées à votre T. . Resp. . prédécesseur F. . Gelpke, les F. . Maç. . en Valais se sont crus placés sur un terrain où la F. . Maç. . avait à produire quelque action. C'est, pénétrés de cette idée, qu'en est surgi chez les M. . du Valais le désir de sortir de l'apathie où ils sont restés plongés jusqu'alors et que par là ils pourraient, avec l'effet d'une progression maç. . dans ce pays, progression lente, il est vrai, et malgré leurs faibles ressources, apporter quelques remèdes à la fâcheuse situation morale et matérielle de cette contrée.

» Comme avant tout, pour réchauffer l'esprit maç. . il fallait relier les fils de l'association, épars en Valais, l'année dernièrement écoulée a toute entière été pour nous, un provisoire consacré à l'étude de notre position réelle, c'est-à-dire, à compter nos forces sous tous les points, et surtout comparativement à ce qu'est l'esprit local envers la F. . Maç. .

» C'est après nous être totalement convaincus qu'une série de circonstances ne nous permettaient malheureusement pas de nous constituer actuellement en atelier, que dans notre assemblée générale du 26 Décembre dernier nous nous sommes arrêtés à nous instituer en Société, sous la dénomination : « LES AMIS DU VALAIS », société régie par un règlement dont nous nous faisons l'honneur et un devoir de vous adresser ci-joint un exemplaire.

» Quoique notre Société n'ait l'avantage de dépendre directement de la juridiction de L'ALPINA, que par la filière des ateliers de la G. . L. . dont nos sociétaires sont ressortissants et membres, il nous serait cepen-

dant agréable, et nous aimerions à connaître votre opinion sur la stipulation de notre règlement ; surtout pour ce qui pourrait y avoir de contraire à la législation de la G. . L. . ALPINA.

» L'intérêt que l'ancien Conseil Administratif de l'ALPINA et principalement le T. . Resp. . G. . M. . sortant de charge, ont montré pour notre cause, et ce dernier surtout par ses encourageants mais prudents conseils accompagnés de sujets instructifs et administratifs ont beaucoup contribué à affermir notre zèle et à sortir du provisoire pour une position plus accentuée, position qui, il faut l'espérer, viendra plus précise avec le temps, si l'appui moral et les conseils intellectuels de tout maçon éclairé et particulièrement de la première autorité maç. . de la Suisse ne nous font pas défaut, comme nous osons l'espérer. »

Le règlement annexé à cette lettre et qui est déjà obligatoire pour les membres de la Société, renferme entr'autres les dispositions suivantes, dont l'importance est toute particulière pour le cas présent :

1. La Société « LES AMIS DU VALAIS » est une Société de F. . M. . . Leur but est d'honorer le G. . A. . de l'U. . , faire du bien à l'humanité en général, et aux F. . M. . en particulier. Ils s'engagent tous formellement à remplir les devoirs du véritable M. . , tant par leurs principes que par leurs actions. Ils se réunissent en Conférences pour s'entretenir amicalement et se perfectionner dans l'art maç. . , afin d'élever, dans un temps indéterminé et lorsque les circonstances le permettront, un atelier en Valais.

2. L'administration de la Société est confiée à un

Comité de sept membres, parmi lesquels les membres choisissent le président et le vice-président ; par contre, le Comité nomme un secrétaire, un trésorier, un aumônier et un archiviste, ainsi que les autres fonctionnaires dont l'institution serait nécessitée par les circonstances.

3. La Société n'a pas de siège fixe. Elle se réunit selon les convenances, dans la localité que choisit le Comité et aussi souvent que ce dernier le juge nécessaire ; les assemblées ne peuvent toutefois être plus fréquentes de douze par an et moindres de quatre par an.

4. A sa réunion de Décembre, l'assemblée générale fixe la cotisation mensuelle des membres. L'excédant des recettes annuelles est destiné à former un premier fonds pour aider à l'établissement d'une L. en Valais. Dans le cas où la Société se dissoudrait sans que ce but fût atteint, ou si la Société arrivait à n'être plus que de trois membres, le solde actif serait remis à L'ALPINA pour qu'elle en dispose.

5. Ne peut faire partie de la Société que le candidat qui a prouvé qu'il est F. M. ; le tiers des voix suffit pour faire rejeter un candidat. L'expulsion de la Société est également prévue dans des conditions analogues à celles qui sont en usage dans les LL. de l'Union suisse.

Après avoir reçu ces pièces, le Conseil Admin. a pris des renseignements ultérieurs, dont les résultats sont d'un certain intérêt, surtout en ce qui concerne le personnel de cette Société.

La Société se compose actuellement de 29 membres, d'après le tableau qui nous a été transmis ; tous ces membres sont Suisses et tous, sauf 3, ont reçu la lumière dans des LL. de l'Union suisse. Ces 3 membres

ont été reçus, l'un à Londres, le second à Gênes, et le troisième à Stuttgart. Quant à savoir s'ils sont encore membres actifs d'une L.°, c'est là une question qui sera examinée en temps opportun. Des membres qui ont reçu la lumière dans des LL.° de l'Union suisse, 17 sont membres actifs de la J.° et P.° L.° de Bex, 1 de celle d'Aigle, 1 de celle de Berne, 1 des AMIS FIDÈLES, de Genève; 4 ont renoncé à leur qualité de membres actifs de la L.° de Bex et 1 de la L.° d'Aigle, sans, paraît-il, s'être fait affilier dans une autre L.°.

D'après les gr.°, ces 29 membres se répartissent comme suit : 10 mm.°, 2 comp.° et 17 appr.°.

Ils sont domiciliés exclusivement dans le canton du Valais, mais dans des localités très-diverses, c'est-à-dire, 14 à Sion, 3 à Saint-Maurice, 3 à Monthey, 3 à Martigny, 2 à Louèche, 1 à Granges, 1 à Vernayaz, 1 à Lens, et 1 à Leyton.

La question de la reconnaissance de cette Société par la Grande Loge, nous paraît devoir être traitée d'une part au point de vue du principe et d'autre part sous le rapport de la convenance.

Elle doit être examinée au point de vue du *principe*, parce qu'en général on ne reconnaît comme corporations maç.° que les Loges régulièrement constituées, de même que les conférences de maç.° ou les groupes maç.° qui leur sont subordonnés quant à l'organisation, comme cela existe en Allemagne; il est bien entendu d'ailleurs que chacun des maç.° composant ces groupes doit être membre actif d'une des LL.° de l'alliance maç.° de la contrée dans laquelle les dits groupes ont leur siège, et que toute réunion maç.° qui n'est pas

sous la surveillance et la direction d'une L. : régulière ou qui se compose en tout ou en partie de Maç. : ne remplissant pas les devoirs de membres actifs d'une L. : , doit être considérée comme illégitime et comme une réunion clandestine dans laquelle aucun membre régulier d'une L. : ne doit se faire admettre. D'après la pratique maç. : la plus récente, les sociétés qui étudient au point de vue de la science les questions maç. : générales et s'assemblent dans ce but spécial peuvent seules faire exception, et cette exception ne s'étend pas aux petites corporations dont le but est de faire des travaux considérés comme travaux de L. : sans être liés, quant à leur organisation, avec une alliance légitime de LL. : .

Partant de ce point de vue, le Conseil Admin. : prévoit que la Société dont il s'agit ne pourra être reconnue par L'ALPINA que si elle s'engage à ne recevoir aucun membre qui ne serait pas déjà membre actif d'une des LL. : de l'Union suisse, et à ne conserver aucun sociétaire qui s'affranchirait des devoirs incombant au membre actif d'un atel. : . Elle doit en outre se déclarer prête à se placer sous la surveillance et la direction d'une L. : de l'Union suisse.

Avant de décider *s'il convient* de reconnaître cette Société, il faut examiner avant tout la question de savoir si, en général ou dans certains cas particuliers, ces groupes peuvent compromettre l'existence ou l'activité des LL. : , ce qui deviendrait vraisemblable s'ils offraient aux FF. : une assistance plus complète ou un plus grand attrait que les LL. : elles-mêmes.

Or, justement dans le cas particulier, il est clair que

la J.·. et P.·. L.·. RÉUNION ET FRATERNITÉ, à l'Or.·. de Bex, peut ressentir des effets fâcheux de l'existence de cette Société. Le Conseil Admin.·. n'a pas encore reçu le tableau des membres de cette L.·. du mois de Mars 1870. Le tableau de 1869 indique 39 membres. Mais de ces 39 membres, 22 font partie de la Société des AMIS DU VALAIS, et 4 d'entre eux ont déjà renoncé à leur titre de membre honoraire de la L.·. de Bex, sans avoir fourni la preuve qu'ils étaient entrés dans une autre L.·. On voit par là qu'il pourrait suffire de l'entrée dans une simple Société pour déterminer un grand nombre de FF.·. à s'affranchir de leurs devoirs vis-à-vis de leur L.·. La Grande-Loge ne saurait en aucun cas favoriser ces tendances.

Dans tous les cas de ce genre, c'est la L.·. elle-même qui est le plus à même de juger si la création d'une Société maç.·. particulière est de nature à menacer son existence ou son activité. C'est pourquoi le Conseil Admin.·. estime qu'on ne doit jamais reconnaître ces Sociétés sans avoir soumis la question aux LL.·. auxquelles leurs membres appartiennent, et que cet examen devrait précéder toute décision de la Grande-Loge sur l'objet en question.

On peut objecter, il est vrai, que le Conseil Admin.·. pouvait ordonner cette enquête avant de présenter son rapport. Il ne l'a pas fait, parce qu'il ne désire pas qu'on prenne une décision sur la demande des FF.·. du Valais avant qu'on se soit prononcé, à l'occasion de la révision du Pacte social, sur la nécessité de régler les rapports d'organisation entre les conférences, les groupes maç.·. etc., et les LL.·. elles-mêmes. On reconnaît

généralement qu'il faut en venir là pour le bien de la vie maç. et de l'activité des LL., de sorte que dès qu'une résolution sera prise à cet égard, le Conseil Admin. s'empressera de compléter les pièces relatives à la question du Valais, que les requérants désirent voir présenter dans la prochaine réunion de Grande-Loge.

En conséquence, le Conseil Admin. propose à la Grande-Loge une décision ainsi conçue :

1. La Grande-Loge n'entre en matière sur la demande des FF. du Valais qu'en tant que ces derniers se déclareront prêts à introduire dans leurs statuts une disposition portant qu'on ne peut faire partie de leur Société qu'à la condition d'être membre actif d'une des LL. de l'Union suisse, et qu'ils se placeront sous la surveillance d'une de ces LL..

2. Au cas où ils feraient cette déclaration, la Grande-Loge prendra une décision sur leur demande dès que les débats sur la révision du Pacte social auront permis de résoudre la question relative à l'organisation des assemblées de conférence et des groupes maç. distincts des LL. régulières.

FIN.



